

# MAROC

## La justice marocaine en chantier : des réformes essentielles mais non suffisantes pour la protection des droits humains

Article premier : Tous les êtres humains naissent libres

et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité. Article 2 : Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. De plus, il ne sera faite aucune distinction fondée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante, que ce pays ou territoire soit indépendant, sous tutelle, non autonome ou soumis à une limitation quelconque de souveraineté. Article 3: Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

Article 4: Nul ne sera tenu en servitude ;





Acronymes-----	4
<b>Introduction -----</b>	<b>5</b>
<b>I – Des violations des droits humains répétées... -----</b>	<b>7</b>
A/ Des libertés publiques réprimées -----	7
1) Des cas d'utilisation excessive de la force contre des manifestants pacifiques -----	7
2) Des procédures inéquitables contre des personnes qui expriment des positions contestataires -----	11
3) Des pressions sur les juges et professionnels de la justice -----	15
B/ Des cas de torture et mauvais traitements restés impunis-----	16
1) Des cas de torture et de mauvais traitements principalement pendant la garde à vue -	17
2) Impunité des auteurs : absence d'enquête et de poursuites -----	18
C/ Des violations à l'encontre des migrants-----	21
D/ Des conditions de détention difficiles -----	22
1) Surpopulation et détention préventive -----	22
2) Un accès limité aux prisons pour les ONG-----	24
<b>II - ... auxquelles les réformes de la justice et politiques en cours ne répondent que partiellement -----</b>	<b>26</b>
A/ Des réformes de la justice en chantier-----	26
1) Réforme concernant les manifestations -----	27
2) Réforme du code pénal et du code de procédure pénale -----	27
3) Réforme relative à la justice militaire-----	29
4) Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et du statut des magistrats : pour un pouvoir judiciaire réellement indépendant-----	30
B/ « 2014 année de l'éradication de la torture » : des mesures qui tardent et restent insuffisantes-----	32
C/ Réforme des lois relatives aux droits des migrants -----	33
<b>III – Conclusion et recommandations -----</b>	<b>35</b>
Liste des autorités, institutions et organisations rencontrées par la mission -----	38

# Acronymes

*(par ordre alphabétique)*

AMDH : Association marocaine des droits humains

ASVDH : Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l'Homme

CNDH : Conseil national des droits de l'Homme

CODESA : Collectif sahraoui de défenseurs des droits de l'Homme

CRDH : Conseil régional des droits de l'Homme

CSM : Conseil supérieur de la magistrature

CSPJ : Conseil supérieur du pouvoir judiciaire

DIDH : Délégation interministérielle aux droits de l'Homme

FIDH : Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

GADEM : Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants

GTDA : Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire

MINURSO : Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara Occidental

MNP : Mécanisme national de prévention (de la torture)

OMDH : Organisation marocaine des droits humains

ONG : Organisation non gouvernementale

OP-CAT : Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la Torture

PIDCP : Pacte international relatif aux droits civils et politiques

# Introduction

L'adoption par le Maroc d'une nouvelle Constitution le 1<sup>er</sup> juillet 2011 a marqué un tournant important dans la dynamique de réforme de ses institutions, et tout particulièrement de son système judiciaire. Le vent contestataire du « mouvement du 20 février » et des mobilisations, qui s'en sont suivies, dans la lignée des mouvements des « printemps arabes » de 2011, en réclamant des changements significatifs des institutions et des politiques économiques, sociales ainsi qu'en matière de justice, y ont grandement contribué.

Un processus de dialogue national a alors été lancé et en septembre 2013, une Charte sur la réforme du système judiciaire marocain a été présentée, appelant à des réformes contribuant à une justice totalement indépendante, efficace, transparente, moderne et protectrice des droits et libertés. Une multiplicité de projets de loi en matière de justice ont été préparés, discutés, amendés. Mais sans calendrier précis ni priorisation, ces nombreux chantiers ont entraîné un embouteillage parlementaire qui empêche ceux-ci d'aboutir pleinement. L'ampleur du chantier de réformes est d'autant plus important que ces projets de lois sont pour la majorité complémentaires de lois organiques qui doivent être adoptées d'ici à juin 2016, conformément aux délais fixés par la nouvelle Constitution.

Parallèlement à ces efforts réformateurs en cours, le Maroc a fait la démonstration d'une coopération croissante avec les mécanismes des Nations unies de protection des droits humains. La majorité des rapports devant être soumis aux organes des traités ratifiés par le Maroc l'ont été et de nombreux mécanismes et procédures spéciales ont été autorisés à se rendre au Maroc au cours des dernières années. Des rapports d'étape ont également été soumis au Comité des droits de l'Homme (rapports de mi-parcours dans le cadre de l'Examen périodique universel), ainsi qu'au Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Rapporteur spécial sur la torture).

Des voix contestataires pacifiques, qui ont pourtant contribué à cette nouvelle dynamique de réformes et de plus grande coopération avec la communauté internationale en matière de droits humains, se retrouvent néanmoins malmenées et réprimées par les autorités marocaines, dont les pratiques ne traduisent pas toujours les politiques de réforme affichées.

Ainsi, le Rapporteur spécial sur la torture, Juan E. Méndez, dans un rapport publié en février 2013, à la suite d'une visite effectuée au Maroc et au Sahara occidental en septembre 2012, a reconnu les efforts entrepris par les autorités en matière de droits humains, mais souligne la résurgence de pratiques de torture et de mauvais traitements, particulièrement dans les « situations de forte tension ». Il pointe ainsi le doigt sur la pratique de mauvais traitements lors de l'arrestation et de la détention de manifestants, personnes soupçonnées « de menace à la sécurité nationale », migrants, mais aussi sur les procédures inéquitables à l'encontre de ces personnes et l'absence d'enquêtes systématiques, impartiales et approfondies sur les allégations de torture, traitements cruels, inhumains et dégradants. Il déplore également les conditions de détention dans des prisons pour la plupart surpeuplées.

Face aux rapports de la société civile et de mécanismes onusiens faisant état de violations au Maroc et au Sahara occidental des droits et libertés de personnes considérées comme menaçant la sécurité nationale et exprimant des voix contestataires, la FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) a décidé d'envoyer une mission au Maroc. Cette mission a eu pour objectif d'évaluer si, depuis la fin de l'année 2012 et la visite du Rapporteur spécial sur la torture, la dynamique renforcée en matière de réformes de la justice au Maroc a permis de répondre adéquatement aux violations des droits et libertés fondamentales et mettre fin aux pratiques et comportements répressifs.

La mission de la FIDH, composée de Karim Lahidji, Président de la FIDH, Amina Bouayach, Secrétaire générale de la FIDH, Mondher Cherni, avocat tunisien et membre de l'Organisation contre la torture en Tunisie, Marie Camberlin, Responsable du Bureau Afrique du Nord – Moyen Orient de la FIDH et Delphine Carlens, Responsable adjointe du Bureau justice internationale de la FIDH, s'est tenue du 26 mai au 5 juin 2014, et a pu se rendre à Rabat, Casablanca et Laayoune, au Sahara occidental. Cette mission s'est déclinée en deux moments, un volet enquête et un volet plaidoyer, ce dernier ayant été mené par le Président de la FIDH. Les membres de la mission ont pu rencontrer de nombreux représentants de la société civile marocaine, ONG de défense des droits humains, des droits des migrants, des avocats, magistrats, ainsi que des représentants des autorités marocaines et des mécanismes nationaux de protection des droits humains. La délégation a pu avoir accès aux prisons de Okasha à Casablanca, Salé 1 et 2 à Salé, ainsi qu'à la prison de Laayoune, où elle a rencontré des représentants de l'Administration pénitentiaire, et elle a pu s'entretenir avec des détenus pré-identifiés. La mission de la FIDH a été menée en étroite collaboration avec ses organisations membres au Maroc, l'Association marocaine des droits humains (AMDH) et l'Organisation marocaine des droits de l'Homme (OMDH). Elle a également coopéré avec plusieurs organisations partenaires et en particulier, Adala et le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et des migrants (GADEM).

Le rapport de la FIDH fait ainsi état de violations des droits humains répétées - sous forme de libertés publiques réprimées, de cas de torture et mauvais traitements restés impunis, de violations des droits des migrants et de conditions de détentions critiquables -, auxquelles les réformes de la justice en cours, bien qu'essentielles, ne répondent que partiellement.

# I - Des violations des droits humains répétées...

## A/ Des libertés publiques réprimées

La protection des libertés fondamentales, essentielle à toute démocratie, est garantie par la Constitution marocaine promulguée en 2011. Son préambule et différents articles réaffirment l'engagement du Royaume du Maroc à protéger et promouvoir « les dispositifs des droits de l'Homme et du droit international humanitaire et à contribuer à leur développement dans leur indivisibilité et leur universalité ». Pourtant, des lois et pratiques font persister des menaces inquiétantes sur l'exercice des libertés, particulièrement les libertés de rassemblement et d'expression.

### 1) Des cas d'utilisation excessive de la force contre des manifestations pacifiques

#### • Montée de la contestation sociale

Le Maroc a connu ces dernières années une véritable montée de la contestation sociale se traduisant par une augmentation exponentielle des actions de protestation collectives sous forme de sit-in, manifestations ou marches, principalement dans les grandes villes marocaines, mais aussi de plus en plus dans les moyennes et petites villes, voire en milieu rural. Alors qu'en 2008, les actions collectives dans l'espace public des différents mouvements protestataires s'élevaient à 5000, le nombre de protestations dépassaient les 17000 en 2012, soit une moyenne de 52 par jour, rassemblant plus de 321000 personnes<sup>1</sup>. Le ministère de l'Intérieur a comptabilisé en 2013, 16080 « manifestations » soit une moyenne de 50 manifestations par jour<sup>2</sup>. L'année 2011 a été particulièrement charnière avec l'augmentation sensible des mouvements de protestation s'inscrivant notamment dans la dynamique du « printemps arabe », et le recours croissant à la grève.

La majorité des revendications exprimées lors de ces actions sont d'ordre socio-économique, liées au monde du travail, à l'instar des mouvements de « diplômés chômeurs », et menées par des organisations syndicales, groupes d'étudiants souvent rattachés à des syndicats ou des mouvements associatifs, ou encore des fonctionnaires (de la justice, la santé ou encore l'éducation nationale). Ces actions sont également utilisées comme moyen de pointer du doigt certaines insuffisances en matière d'équipements publics, de protester contre des réformes politiques, économiques ou sociales ou encore marquer sa solidarité avec des personnes. Certaines actions collectives sont imprégnées par des revendications essentiellement politiques, comme les « mouvements du 20 février » 2011 qui appelaient à des réformes politiques fondamentales et dont les actions ont vraisemblablement contribué à l'accélération de la réforme de la Constitution marocaine dont la nouvelle version a été adoptée en juillet 2011, ou encore les mouvements visant la question du Sahara occidental.

L'expression croissante du mécontentement social peut être interprétée comme découlant du manque d'alternative sociale et du manque de réponse aux demandes et appels de la population

1. Chiffres tirés de l'étude du Forum des alternatives au Maroc (FAM), Abderrahmane Rachik, « Les mouvements sociaux au Maroc, de l'émeute à la manifestation », avril 2014.

2. Chiffres communiqués par le ministre de l'Intérieur à la FIDH lors d'un rendez-vous le 2 juin 2014.

pourtant régulièrement réitérés sous diverses formes. Selon Driss El Yazami, Président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) du Maroc, cette montée de la contestation sociale est aussi le signe que « la société marocaine est de plus en plus consciente de ses droits ». Rien que durant la première année de fonctionnement, après la réforme des statuts de cette institution nationale des droits de l'Homme en mars 2011 remplaçant le Conseil consultatif des droits de l'Homme, le CNDH aurait reçu plus de 50000 plaintes<sup>3</sup>, ce qui démontre non seulement le besoin et la volonté des citoyens marocains de voir leurs droits respectés et rétablis, mais aussi la reconnaissance de cette institution comme recours sérieux en cas de violation de leurs droits.

### • Les différentes formes de contestation publique et leurs implications juridiques

L'article 29 de la Constitution marocaine garantit les libertés de réunion, de rassemblement et de manifestation pacifique, conformément à l'article 21 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ratifié par le Royaume le 3 mai 1979. La Constitution précise que la loi fixe les conditions d'exercice des libertés. Mais la loi marocaine encadre de manière parcellaire les différents modes d'actions collectives de contestation publique tels les manifestations, marches pacifiques et sit-in. Cette situation peut être la source de violations du droit de réunion et de rassemblement pacifique.

Les manifestations répondent à des exigences réglementaires et sont notamment régies par l'article 11 du décret (Dahir n° 1-58-377) sur les rassemblements publics qui indique que : « *sont soumis à déclaration publique tous cortèges, défilés et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique* » et que « *ne peuvent organiser des manifestations sur la voie publique que les partis politiques, les formations syndicales, les organismes professionnels et les associations régulièrement déclarées ayant présenté à cette fin la déclaration préalable* »<sup>4</sup>.

La limitation de la possibilité d'organiser des « manifestations » aux associations enregistrées est problématique car plusieurs organisations de défense des droits humains et autres associations rencontrent d'importantes difficultés pour un tel enregistrement. Pour autant, dans les faits, les autorités font souvent preuve de tolérance s'agissant des manifestations, autorisant *de facto* celles-ci, alors même qu'une minorité d'entre elles font l'objet d'une déclaration préalable. Selon le ministère de l'Intérieur, il existerait même une « doctrine » du gouvernement qui n'exigerait plus de déclaration préalable pour les manifestations sauf dans les cas de marches qui ont des incidences sur la circulation.

Dans l'ensemble, les interlocuteurs de la mission de la FIDH, y compris gouvernementaux, reconnaissent que dans l'écrasante majorité, ces manifestations sont pacifiques et se déroulent sans encombre, même si elles n'ont pas été déclarées. Néanmoins, différentes instances dont la Délégation interministérielle des droits de l'Homme (DIDH) et le ministère de l'Intérieur soulèvent la recrudescence de débordements, voire d'actes de violences de la part de certains manifestants.

Une partie des actions collectives et publiques de contestation prend la forme de marches « spontanées », qui répondent souvent à une urgence ou réaction plus immédiate et moins organisée que les manifestations, et sont assimilées à des attroupements, considérés comme illégaux au Maroc.

Les sit-in, quant à eux, qui consistent en l'occupation immobile d'un espace public, ne sont pas évoqués dans le Code des libertés publiques et ne sont donc ni des manifestations sur la voie publique, ni des attroupements considérés comme illégaux, ni des réunions publiques.

3. « Maroc : Réforme du tribunal militaire et Interactivité CNDH/gouvernement: l'Etat de droit prend ancrage en se consolidant », article du 15 mars 2014 : <http://blogs.mediapart.fr/blog/revue-de-presse-africaine/150314/maroc-reforme-du-tribunal-militaire-et-interactivite-cndhgouvernement-letat-de-droit>

4. Le décret Dahir n°1-58-377 relatif aux rassemblements publics, du 15 novembre 1958 (dernière modification par la loi n°76-00 promulguée le 17 octobre 2002), est disponible au lien suivant : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/0/lois/rec\\_lib\\_pub\\_fr.pdf](http://www.sgg.gov.ma/Portals/0/lois/rec_lib_pub_fr.pdf)

L'absence de statut juridique est problématique car elle permet parfois aux autorités de considérer cette forme de contestation comme illégale. Des tribunaux marocains ont néanmoins par le passé considéré<sup>5</sup> que le sit-in pouvait être assimilé à une forme de manifestation, si encadré et organisé. Cette interprétation jurisprudentielle impliquerait donc que le sit-in soit soumis à la même procédure administrative que la manifestation<sup>6</sup>.

#### **• La persistance de réponses disproportionnées voire répressives à l'encontre de manifestants**

Face à cette montée des manifestations de mécontentement (la plupart non déclarées) en matière sociale, économique ou politique, les autorités n'ont pas toujours réussi à répondre pacifiquement et ont de façon répétée réagi de manière disproportionnée. Certaines manifestations se sont heurtées à une répression violente par des membres des forces de l'ordre, principalement pendant la dispersion et dans les fourgons transportant les manifestants arrêtés au lieu de garde à vue.

Le Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Juan E. Méndez, faisait déjà état dans son rapport de février 2013 sur le Maroc d'informations crédibles concernant l'usage de la force par la police pendant des manifestations autour de revendications en faveur de la réforme de la Constitution, de la démocratie et de la fermeture de certains lieux de détention en 2011 et 2012<sup>7</sup>. Depuis lors, cette répression et l'utilisation excessive de la force lors de manifestations protestataires continue d'être dénoncée et documentée.

Ainsi, à la suite de la décision du Roi le 30 juillet 2013 d'accorder une grâce à un pédophile espagnol qui avait été reconnu coupable en 2011 du viol de 11 enfants, des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes du pays. Plusieurs milliers de personnes ont tenté de se rassembler le 2 août 2013 devant le Parlement à Rabat pour dénoncer cette grâce royale intervenant en réponse à une demande du Roi d'Espagne et appeler à une réforme de la procédure de la grâce royale<sup>8</sup>. Plusieurs observateurs présents ont pu constater l'utilisation disproportionnée de la force de la part des forces de l'ordre contre des manifestants pacifiques scandant des slogans contre l'impunité et en faveur d'une réforme de la justice. La police marocaine est en effet intervenue dès le début en dispersant le rassemblement avec force, faisant plusieurs dizaines de blessés. Des journalistes tentant de relater les faits ont également été pris pour cibles. Un an après les faits, aucune information concernant l'enquête sur l'intervention des forces de l'ordre, dont le ministre de la justice marocain avait annoncé l'ouverture, n'a été diffusée<sup>9</sup>. Interrogé à ce sujet par la délégation de la FIDH le 2 juin 2014, le ministre de l'Intérieur répondait ne pas avoir d'information précise mais que le dossier était selon ses informations, devant la justice. Le lendemain, le ministère de la Justice déclarait qu'il n'y avait pas de plainte relative à la répression de cette manifestation et donc pas de procédure en cours. Pourtant selon l'AMDH, trois ONG (AMDH, Ligue marocaine des droits Humains et Transparency Maroc) ont au nom de la Coalition marocaine des instances des droits humains<sup>10</sup>, déposé une plainte auprès du Procureur général auprès de la cour d'Appel de Rabat le 8 août 2013 contre le ministre de l'Intérieur (n° de dossier 854/c 2013). A ce jour, aucune suite n'aurait été donnée à cette plainte malgré les relances de l'avocat des associations. Si la manifestation de Rabat a été violemment dispersée, celle organisée à Casablanca dans le même cadre n'a pas été réprimée.

5. Voir notamment une décision en ce sens du tribunal administratif de Fès rendue en 2006, dossier numéro 115/2006.

6. Voir l'étude du Forum des alternatives au Maroc (FAM), Abderrahmane Rachik, « Les mouvements sociaux au Maroc, de l'émeute à la manifestation », avril 2014.

7. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, additif « Mission au Maroc », A/HRC/22/53/Add.2, 28 février 2013, §§ 20-21.

8. Voir notamment la proposition de loi pour une grâce royale démocratique des associations ANFASS et CAPDEMA, élaborée à la suite de cette affaire, octobre 2013 : <http://anfass.ma/pour-une-grace-royale-democratique-%D9%85%D9%86-%D8%A3%D8%AC%D9%84-%D9%82%D8%A7%D9%86%D9%88%D9%86-%D9%84%D8%B9%D9%81%D9%88-%D9%85%D9%84%D9%83%D9%8A-%D8%AF%D9%8A%D9%85%D9%82%D8%B1%D8%A7%D8%B7%D9%8A/>

9. Voir notamment « Danielgate : un an après, des Marocains réclament justice », article du 1<sup>er</sup> août 2014 sur Afrika.com, <http://www.afrik.com/danielgate-un-an-apres-des-marocains-reclament-justice>

10. Cette coalition est composée de 22 ONG marocaines de défense des droits humains.

Le 6 avril 2014, une manifestation autorisée de protestation et de défense du pouvoir d'achat, et pour la dignité, la liberté et la justice sociale a été organisée à Casablanca par trois des principaux syndicats du royaume. Elle regroupait des personnes de mouvements et associations divers, dont des personnes du « mouvement du 20 février » né au Maroc dans la mouvance du « printemps arabe » en 2011. La police est intervenue en milieu de journée afin de disperser des manifestants, arguant *a posteriori* que cela avait été à la demande des syndicats organisateurs, en raison de la présence d'éléments perturbateurs dans la manifestation, ce que les syndicats ont nié publiquement<sup>11</sup>.

Selon les informations collectées par la FIDH, des éléments des forces de maintien de l'ordre sont intervenus dans la manifestation, sans en aviser préalablement les organisateurs et manifestants, en faisant un usage disproportionné de la force à l'encontre de certaines personnes ciblées. Ainsi, au moins 4 des 9 jeunes manifestants arrêtés et condamnés -tous militants du « mouvement du 20 février » à l'exception d'un-, qui étaient détenus à la prison d'Okasha à Casablanca au moment de la mission de la FIDH, ont déclaré à la FIDH qui les a rencontrés avoir été insultés, frappés à mains nues ou à l'aide d'objets lors de leur arrestation pendant une manifestation pacifique. Ces faits se seraient en particulier produits dans la fourgonnette dans laquelle les policiers les ont emmenés. Mohammed H. a déclaré que des policiers l'avaient frappé avec un mégaphone sur la tête, lui avaient asséné des coups de poings au visage et craché à la figure. Ali S.<sup>12</sup> a, quant à lui, déclaré avoir été passé à tabac dans la fourgonnette les ayant amenés au poste, et Hassan Z.<sup>13</sup> a fait état de coups de poings au front et à l'épaule. Ils ont montré les traces de leurs blessures une fois au commissariat et même devant le procureur ou le juge vus par la suite, sans qu'aucune suite ne soit donnée à leur demande d'enquête<sup>14</sup>.

Un policier charge  
des manifestants  
rassemblés à Rabat  
le 2 août 2013 pour  
protester contre la  
grâce royale accordée à  
un pédophile espagnol,  
qui avait été condamné  
à 30 ans de prison pour  
viols sur mineurs.

Credit : Reuters/  
Stringer



Plusieurs communications indiquent, en outre, que ces deux dernières années, certaines manifestations, en majorité sous forme de sit-in à Laayoune et d'autres villes du Sahara occidental, relayant des revendications en faveur de l'autodétermination et des réformes politiques, ont fait l'objet d'actes de violence et de recours disproportionnés à la force par les éléments des forces de l'ordre, en particulier au moment de la dispersion. Les manifestations à caractère plus politique semblent susciter en effet plus de réactions violentes de la part des forces de l'ordre que les manifestations syndicales, selon un observateur sur place<sup>15</sup>.

Dès le lendemain du renouvellement par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 25 avril 2013, du mandat de la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO), des manifestations à Laayoune et Boujdour, appelant à l'autodétermination du Sahara occidental, se sont organisées. Selon des observateurs présents sur les lieux, ces rassemblements, qui se déroulaient pacifiquement, ont été réprimés violemment par les forces de l'ordre, faisant une trentaine de blessés<sup>16</sup>. Une autre manifestation qui selon plusieurs sources dont une ONG soutenant l'autodétermination du Sahara occidental, a rassemblé le 4 mai 2013 à Laayoune près de 2000 personnes demandant l'autodétermination sahraouie, s'était quant à elle déroulée dans le calme, jusqu'à ce que les forces de l'ordre interviennent pour la disperser, débouchant sur des heurts violents entre policiers et manifestants. Des procédures judiciaires à l'encontre de manifestants, considérés comme

11. Voir le communiqué des syndicats organisateurs: <http://umt.ma/?p=1024>

12. Le nom a été modifié

13. Le nom a été modifié

14. Déclarations tirées des entretiens de la FIDH avec les 9 détenus à la prison de Okasha, Casablanca, le 28 mai 2014.

15. Déclaration tirée d'un entretien de la FIDH avec des représentants de l'ONG « El Mimbar sahraoui pour la démocratie et la justice sociale »

16. Voir notamment, « Une manifestation sans précédent au Sahara occidental », Le Soir, 6 mai 2013, citant Amnesty international faisant état d'une trentaine de blessés, <http://www.lesoir.be/237914/article/actualite/monde/2013-05-06/une-manifestation-sans-precedent-au-sahara-occidental>

éléments perturbateurs, ont été entamées sans qu'aucune procédure judiciaire ne soit initiée contre les membres des forces de l'ordre qui auraient usé de la force de façon excessive.

- **Nécessité d'une politique ambitieuse et coordonnée pour répondre au problème des violences à l'encontre de manifestants pacifiques**

Alors que les autorités marocaines sont conscientes des normes internationales à suivre en matière de manifestations et de recours à la force, fondées sur les principes de nécessité et de proportionnalité, rappelés par le Rapporteur spécial sur la torture dans son dernier rapport sur le Maroc<sup>17</sup>, le gouvernement ne démontre pas une véritable politique ambitieuse pour garantir leur mise en œuvre et répondre effectivement aux situations de violences contre des manifestations pacifiques.

Le préfet de Laayoune, qui a reçu la mission de la FIDH le 30 mai 2014, a rappelé que face à des allégations de mauvais traitements de manifestants arrêtés par des représentants des forces de l'ordre, la Direction du service administratif de la préfecture est saisie et une enquête ouverte. Si les allégations se voient vérifiées, une sanction administrative ou judiciaire est appliquée. En cas de blessures, la personne est soumise à un examen médical et le Procureur général est tout de suite prévenu.

Il semblerait néanmoins que peu, voire aucune des enquêtes menées sur des violences policières lors des arrestations pendant des manifestations n'aboutissent à des poursuites judiciaires à l'encontre des membres des forces de l'ordre impliqués pas plus qu'à une réparation pour les victimes. Selon l'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l'Homme (ASVDH), certains responsables de telles violences auraient même été promus. Aussi, rares sont les manifestants blessés et arrêtés qui ont pu avoir accès à un médecin, et encore plus rares sont ceux qui ont obtenu un certificat médical pour prouver les violences subies. Brahim M.<sup>18</sup>, un détenu de la prison de Laayoune, a déclaré à la FIDH avoir été passé à tabac à l'occasion de son arrestation en décembre 2012 lors d'un sit-in pro-autodétermination sahraouie. Le bras gauche cassé, il n'a reçu aucun soin pendant des jours. Aucune information sur une quelconque enquête ayant abouti à une sanction des responsables n'est connue.

Afin de prévenir ce genre de violence, le CNDH en coordination avec le ministère de l'Intérieur, ont entrepris un programme de formations sur la sécurité publique, la gestion des manifestations et les techniques d'intervention pour les membres des forces de l'ordre. Par ailleurs, les forces de l'ordre auraient commencé à procéder à des enregistrements vidéos de façon systématique des interventions policières lors des manifestations<sup>19</sup>. Les enregistrements vidéos ont toutefois certaines limites, comme tend à le démontrer le recours à des enregistrements vidéos par les forces de l'ordre d'une part, et des manifestants pro-autodétermination d'autre part, chaque partie présentant des vidéos visant à prouver le recours à la violence par l'autre partie.

## **2) Des procédures inéquitables contre des personnes qui expriment des positions contestataires**

Dans les cas d'arrestation de manifestants ou de personnes ayant exprimé des vues contestataires, de réels problèmes se posent quant à la régularité et l'équité des procédures engagées, en violation de l'article 23 de la Constitution et de l'article 14 du PIDCP relatifs au droit à un procès équitable.

- **Personnes visées**

Certaines catégories de personnes sont particulièrement visées par des procédures inéquitables basées sur des charges souvent peu fondées : les membres de mouvements de contestation

17. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, additif « Mission au Maroc », A/HRC/22/53/Add.2, 28 février 2013, § 89.

18. Le nom a été modifié

19. En particulier à Laayoune, au Sahara occidental (déclarations du préfet de Laayoune).

sociale (jeunes étudiants, mouvements sociaux ou économiques, à visée parfois politiques), des journalistes exprimant des positions particulièrement critiques vis-à-vis des autorités, des militants politiques et ayant des revendications pro autodétermination ou encore des militants associatifs et syndicalistes<sup>20</sup>.

Des violations du droit à un procès équitable sont également largement rapportées en particulier dans le cadre de procès à l'encontre de personnes accusées de terrorisme ou de soutien à des activités terroristes<sup>21</sup>, comme l'illustrent notamment le récent rapport du Groupe de travail des Nations unies sur les détentions arbitraires<sup>22</sup>. Entre autres, plusieurs dispositions de la loi anti-terroriste de mai 2003 violent les standards internationaux des droits humains. Le recours arbitraire à cette législation, à l'encontre de journalistes et d'activistes notamment, continue d'être dénoncé.

#### • Pendant la garde à vue

Les principaux problèmes constatés par les interlocuteurs rencontrés (victimes, avocats et ONG) lors de la garde à vue des manifestants ou de personnes ayant une voix contestataire étaient le manque d'information sur leurs droits, sur les charges retenues contre eux<sup>23</sup>, l'élaboration de procès verbaux mensongers signés de force, ainsi que l'absence d'accès à un avocat pendant 48h<sup>24</sup>. Des cas de mauvais traitement et de torture ont également été dénoncés (voir I/B ci-dessous).

Le Rapporteur spécial sur la torture indiquait déjà dans son rapport de février 2013 que « *des témoignages d'avocats indiquent que dans la pratique l'accès à leurs clients dans les délais fixés par la loi leur est refusé. Il semble que, dans la plupart des cas, les avocats ne voient leurs clients qu'à la première audience devant le juge* »<sup>25</sup>.

Le cas des 11 jeunes du « mouvement du 20 février » arrêtés lors de la manifestation syndicale pacifique du 6 avril 2014 à Casablanca, illustre bien ces problèmes. Ces personnes ont été amenées au poste de police où elles sont restées en garde à vue sans accès à un avocat pendant 48h, comme le prévoit encore aujourd'hui la loi marocaine.

Quelques heures après leur arrestation, ils ont été interrogés un à un par des policiers, qui refusaient de les informer des charges qui pesaient contre eux. Plus l'heure avançait, plus les interrogatoires étaient succincts. Néanmoins, des procès verbaux (PV) étaient rédigés par les policiers sans que la majorité des personnes interpellées ait la possibilité de les lire ; en tout cas, aucun n'a pu y apporter de modification. 9 d'entre eux ont refusé de signer les PV dont ils ignoraient le contenu, 2 d'entre eux les ont signés sous la pression. Ce n'est que devant les juges

20. L'AMDH a documenté 12 cas de défenseurs des droits de l'Homme, membres de l'AMDH ou syndicalistes poursuivis pour le même genre de charges (manifestation non autorisée, agression d'officiers, perturbation de l'ordre public).

21. La FIDH n'a pas été en mesure, dans le cadre de sa mission et du présent rapport, de concentrer ses recherches sur les cas des personnes condamnées pour terrorisme lorsque ces condamnations ne semblent pas être liées à l'exercice de libertés. Le Rapporteur spécial sur la torture déclarait dans son rapport de 2013 « *Dans les cas concernant la sûreté de l'État, tels que le terrorisme, l'appartenance à des mouvements islamistes, ou des partisans de l'indépendance pour le Sahara occidental, il existe une tendance de torture et de mauvais traitements par des policiers lors de l'arrestation et pendant la détention.... Un grand nombre de personnes ont été forcées à avouer et été condamnées à la prison sur la base de tels aveux.* »

22. Les conclusions du Rapporteur spécial sur la torture sont également partagées par le Groupe de travail sur la détention arbitraire dans son rapport publié en août 2014: <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/100/01/PDF/G1410001.pdf?OpenElement>

23. L'article 23 de la Constitution marocaine prévoit que « toute personne détenue doit être informée immédiatement, et d'une façon qui lui soit compréhensible, des motifs de sa détention et des ses droits, dont ce lui de garder le silence. Elle doit bénéficier, au plus tôt, d'une assistance juridique et de la possibilité de communication avec ses proches, conformément à la loi.

24. La loi marocaine prévoit un délai maximal de 48h de garde à vue (24h renouvelable une fois) pendant lesquelles le prévenu a droit à une demi-heure d'entretien avec un avocat sur autorisation du Bureau du Procureur et en la présence d'un officier de la police judiciaire. Ce délai de garde à vue est prolongé à 12 jours maximum (4 jours renouvelables 2 fois) dans les cas liés au terrorisme (en vertu de la loi anti-terroriste adoptée le 28 mai 2003 et de l'article 66.4 du code de procédure pénale marocain), toute communication entre le prévenu et son avocat pouvant être empêchée pendant les 6 premiers jours.

25. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, additif « Mission au Maroc », A/HRC/22/53/Add.2, 28 février 2013, §26.

que les 9 jeunes ayant refusé de signer, ont pu prendre connaissance du contenu des PV, qui ne reflétaient pas leurs déclarations. La justice a décidé le 23 mai 2014, en première instance, de condamner les 9 militants à des peines fermes. Les 2 autres jeunes qui avaient signé les PV ont été copé de peines avec sursis.

En outre, les conditions de détention en garde à vue étaient mauvaises, les interpellés n'ayant reçu que peu d'eau et du pain le 1er jour. L'un des jeunes, Mohamed H<sup>26</sup> dit avoir reçu des coups de poings dans le ventre le 2ème jour de garde à vue au commissariat, alors qu'il allait se laver le visage.

Dans l'affaire des 25 hommes sahraouis dont des militants associatifs et politiques arrêtés dans le cadre des violences qui se sont produites le 8 novembre 2010 lors de manifestations contre le démantèlement par les forces de sécurité du camp de protestation de Gdim Izik au Sahara occidental<sup>27</sup>, des accusés ont allégué avoir subi des pressions par les policiers pour signer de fausses déclarations. Quatre accusés ont également déclaré pendant le procès avoir été torturés (voir I/B/ ci-dessous). Jugés devant un tribunal militaire, il ne peut être fait appel du verdict.<sup>28</sup>

Abdallah R.<sup>29</sup>, un jeune étudiant membre du « mouvement du 20 février » de Tétouan ayant été arrêté après avoir participé à une manifestation sur l'accès à la santé à Ouazzane fin août 2012, a lui aussi été laissé sans réponse quant aux motifs de son arrestation et les charges qui pesaient contre lui pendant les 8 jours de sa garde à vue. Alors qu'il était principalement interrogé sur son militantisme pendant ce temps, il n'a appris qu'après qu'il était suspecté d'avoir incité et organisé le départ de jeunes islamistes en Syrie, charges relevant de la loi anti-terroriste, expliquant la période de garde à vue prolongée. Il n'a pas eu accès à un avocat pendant les 6 premiers jours. Sous la pression, il a dû signer un PV qu'il n'a pu lire, et dans lequel - comme il l'apprendra plus tard - il admettait vouloir lui-même aller combattre en Syrie, importer la révolution syrienne au Maroc pour faire tomber le régime et avoir porté atteinte à la personnalité du Roi, ce qu'il a toujours démenti.<sup>30</sup>

Ces irrégularités intervenant dès la garde à vue, pourtant dénoncées, n'ont non seulement pas été instruites, mais les éléments récoltés illégalement ont été utilisés devant les tribunaux, parfois même comme seuls éléments motivant des décisions de condamnation.

#### • Lors de la procédure judiciaire

Utilisation de procès verbaux non lus aux suspects, non signés ou signés sous la contrainte, refus d'entendre les témoignages de victimes, de témoins ou d'experts, de prendre en compte des éléments de preuve tels que des vidéos ou des documents de médecins légistes, ou encore de répondre favorablement à des demandes d'expertise médicale des suspects, telles sont les irrégularités<sup>31</sup> que des ONG de défense des droits humains et des mécanismes onusiens ont pu constater dans les procédures judiciaires engagées à l'encontre de manifestants et de personnes aux vues contestataires. Aussi, la justice marocaine a tendance, et ce de façon générale, à recourir de manière excessive à la détention préventive, qui dépasse parfois le délai légal maximum d'un an.

26. Le nom a été modifié.

27. Voir Rapport de la FIDH et de l'OMDH, « Les affrontements du 8 novembre 2010 à Laâyoune : rapport d'enquête », mai 2011 : <https://www.fidh.org/IMG/pdf/MarocLaayoune557f.pdf>. Plusieurs ONG ont produit des rapports sur ces événements notamment l'AMDH et l'OMDH.

28. FIDH « Verdict du tribunal de Sale contre 25 Sahraouis : La FIDH dénonce une procédure non conforme aux standards internationaux », 18 février 2013 : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/12914-verdict-du-tribunal-de-sale-contre-25-sahraouis-la-fidh-denonce-une>.

29. Le nom a été modifié.

30. Déclarations tirées d'un entretien de la FIDH à la prison de Salé 1, à Rabat, le 2 juin 2014.

31. L'article 23 de la Constitution garantit la présomption d'innocence et le droit à un procès équitable.

Le Rapporteur spécial sur la torture écrivait déjà dans son rapport de février 2013 que « *les juges semblent disposés à accepter des aveux sans essayer de les étayer par d'autres éléments de preuve même si la personne se rétracte au tribunal et affirme avoir été torturée (...) [et que] de nombreuses affaires soumises aux tribunaux reposent entièrement sur les aveux de l'accusé, en l'absence de toute preuve matérielle* »<sup>32</sup>.

Selon les informations que la FIDH a pu collecter, la décision de première instance condamnant le 22 mai 2014 les 9 jeunes du « mouvement du 20 février » à des peines allant jusqu'à un an de prison ferme, s'était principalement fondée sur des procès-verbaux de police contraires aux déclarations des jeunes, qui ne les avaient pas signés. Les PV indiquaient notamment que la police était intervenue à la demande des syndicats organisateurs, en raison de la présence d'éléments perturbateurs dans la manifestation, ce que les syndicats ont nié publiquement. De plus, le tribunal n'avait pas autorisé que soient entendus des témoins, aussi bien à charge (comme les policiers que les jeunes auraient agressés) qu'à décharge, ni que soient produits d'autres éléments de preuve (comme des vidéos de la manifestation). Certaines indications portent également à croire que les audiences de première instance n'étaient pas complètement publiques, les membres de la famille de la plupart des accusés ayant été empêchés d'entrer dans le tribunal.

Le cas du journaliste Ali Anouzla, responsable de la version arabophone du site d'information en ligne Lakome.com, est aussi emblématique en la matière. Arrêté le 17 septembre 2013 à Casablanca pour être interrogé à propos d'une vidéo « publiée sur le site » Lakome.com, qui contiendrait une « invitation claire et directe à la commission d'actes terroristes au Maroc », Anouzla n'est pas informé des charges pesant à son encontre pendant sa garde à vue. En réalité, l'article publié par Lakome.com qui renvoie vers une vidéo de propagande djihadiste, décrit le contenu de la vidéo, la définit comme de la propagande et ne soutient d'aucune manière les propos qui y sont tenus. Il passera 39 jours en prison avant d'être relâché provisoirement avec interdiction implicite de quitter le territoire. Cette procédure, toujours en cours et ayant connu des reports à répétition, est une illustration des entraves à la liberté d'expression de ceux qui se mobilisent sur des sujets sensibles tels que le terrorisme, le Sahara occidental, la monarchie ou encore les liens entre le business et le pouvoir<sup>33</sup>. En avril 2013, Ali Anouzla avait rencontré des problèmes, à la suite d'un article concernant le Sahara occidental dans le contexte sensible pour les autorités d'un possible élargissement du mandat de la MINURSO. Après sa publication, il a fait l'objet d'attaques de la part de partis politiques, de parlementaires l'accusant de trahison. Une procédure contre Anouzla a été entamée, sur la base d'une plainte du ministère de l'Intérieur, pour diffamation d'institutions constitutionnelles, qui a abouti à sa condamnation par défaut (il n'aurait jamais été convoqué) à un mois de prison avec sursis et une amende de 5000 dirhams.

Les pressions judiciaires s'exercent également sur des journalistes de la presse électronique. L'ONG ADALA a enregistré 63 cas de poursuites à l'encontre de journalistes. Les dossiers qui passent en justice sont majoritairement sur des cas de journalistes critiques des activités des collectivités locales et poursuivis le plus souvent pour « diffusion de fausses informations »<sup>34</sup>.

Abdallah R., le jeune membre du « mouvement du 20 février » de Tétouan dont il a déjà été fait mention, accusé d'avoir voulu importer la « révolution islamiste syrienne » au Maroc, a été condamné pour des crimes liés au terrorisme, sur la seule base de messages de son compte Facebook piraté et de PV signés sous la contrainte et ne reflétant pas ses déclarations. Il a

32. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, additif « Mission au Maroc », A/HRC/22/53/Add.2, 28 février 2013, §27.

33. Voir notamment le communiqué de presse de la FIDH « Maroc : Appel à la libération d'Ali Anouzla », 20 septembre 2013 : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/maroc-appel-a-la-liberation-d-ali-anouzla-13970>

34. Plusieurs ONG dont ADALA sont mobilisées pour la réforme de la législation relative à l'accès à l'information, notamment le code de la presse et le code pénal.

été condamné le 14 mars 2013 à 2 ans de prison ferme. La faiblesse des éléments de preuve expliquerait qu'il n'ait pas eu de peine plus lourde, la sanction de ce genre de crimes pouvant être de 10-20 ans.

Il est difficile de faire la part entre ce qui relève de pressions politiques de l'exécutif sur la justice et d'un manque d'indépendance de cette dernière, et du manque de capacité et de professionnalisme de membres du système judiciaire marocain. Néanmoins, alors que des juges et professionnels de la justice critiquant le système et appelant à des améliorations de ce dernier font face à des sanctions disproportionnées ou non justifiées, des menaces pèsent sur l'indépendance de la justice.

### **3) Pressions sur les juges et professionnels de la justice**

Certaines procédures disciplinaires récentes à l'encontre de magistrats ont soulevé des questions quant à leurs motivations et à l'indépendance du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) marocain. Des interlocuteurs de la FIDH, dont le Club des Magistrats<sup>35</sup>, ont insisté sur le fait qu'il y avait des cas d'abus de l'interprétation de l'obligation de réserve des juges. Ces sanctions interviennent à l'encontre de magistrats qui n'hésitent pas à émettre des critiques sur le système judiciaire, et à appeler à plus d'indépendance de ce dernier.

Ainsi, Yassine Moukhli, magistrat au tribunal de deuxième instance de Meknes et ex-président du Club des magistrats du Maroc a été convoqué et interrogé après avoir fait des déclarations sur l'état déplorable des prisons. Par ailleurs Rachid Abdellaoui, ancien juge du tribunal de Tanger, qui avait été photographié par un journaliste en train de consulter ses dossiers dans le couloir d'un tribunal, ne disposant pas de bureau, et avait dénoncé les mauvaises conditions de travail dans les tribunaux a été l'objet lui, de mesures disciplinaires. Il aurait enfreint son devoir de réserve, or selon de nombreux commentateurs, il a été sanctionné pour avoir exprimé des revendications légitimes dans le respect de sa liberté d'expression ainsi que de ses obligations en tant que magistrat. Rachid Abdellaoui a finalement écopé, le 12 août 2014, d'une suspension provisoire pour faute professionnelle.

Mohamed El Haini, magistrat et Vice-président du tribunal administratif de la Cour d'appel à Rabat a également été sanctionné par le CSM, le 12 août dernier, à une suspension sans salaire pendant 3 mois pour avoir, entre autres, « diffamé un responsable du ministère de la Justice ». Or El Haini n'aurait que publié un article sur sa page Facebook dans lequel il décrit les critères qui devraient, selon lui, être pris en considération par le ministre de la Justice pour la nomination des directeurs au sein du ministère. Par protestation, il a décidé de démissionner. Selon lui, « cette sanction est un message clair du ministre de la Justice: 'Il faut apprendre à se taire' »<sup>36</sup>. Le juge El Haini avait, à plusieurs reprises, appelé à une réforme effective du système judiciaire permettant de garantir l'indépendance de la justice. Il a également prononcé un jugement en faveur de diplômés chômeurs ayant engagé des procédures à l'encontre des autorités pour non respect d'engagements datant de juillet 2013 en faveur de l'emploi par le gouvernement de diplômés sans concours. Sur la base de cette décision, 1700 demandes à l'Etat ont été formulées, afin qu'il honore son engagement. Début août, le gouvernement aura finalement gain de cause, mais les chômeurs diplômés se sont pourvus en cassation. Par cette décision, celui qui est appelé « le juge des chômeurs » a en quelque sorte remis en cause la politique du gouvernement actuel en appelant à ce qu'il honore ses engagements.

35. La FIDH a rencontré des représentants du Club des magistrats du Maroc à Rabat le 31 mai 2014, dont Mohamed El Haini, et a pu s'entretenir avec des professionnels de la justice d'autres associations lors d'une réunion avec le Collectif civil pour l'Indépendance de la justice le 3 juin 2014.

36. Déclaration du juge Mohamed El Haini dans un entretien à *MarocHebdo International*, le 12 août 2014 : <http://www.maroc-hebdo.press.ma/index.php/accueil/56-numero-precedent/28231-mohamed-el-haini>

Maître Mohamed Messaoudi, membre de l'AMDH à Casablanca, et l'un des avocats des 11 jeunes du « mouvement du 20 février », du rappeur El Haqed, également membre du « mouvement du 20 février », et de Sahraouis pro-autodétermination, considère que des pressions indirectes peuvent être faites contre des avocats, en particulier ceux défendant des Sahraouis réclamant l'autodétermination du Sahara occidental. C'est ainsi qu'il fait lui-même l'objet d'une procédure administrative pour manque de respect au tribunal, lors d'une audience en 2010 où il défendait, au sein d'un comité d'avocats, sept militants sahraouis, dont Ali Salem Tamek, activiste pour l'indépendance du Sahara occidental et Vice président du Collectif sahraoui de défenseurs des droits de l'Homme (CODESA). Me Messaoudi aurait manqué de respect au tribunal, en n'obéissant pas au Président qui lui demandait de s'asseoir, alors que toutes les places étaient prises dans la salle d'audience bondée. Alors que l'affaire a fait l'objet d'un non-lieu prononcé par le bâtonnier, le Procureur général a fait appel, renvoyant l'affaire devant la Chambre d'appel puis devant le bâtonnier, qui a réitéré le non-lieu en avril 2014. Au moment de la mission, le Parquet semblait vouloir un pourvoi en cassation.<sup>37</sup>

## B/ Des cas de torture et d'autres formes de mauvais traitement restés impunis

### Définition de la torture et des autres formes de mauvais traitement

« **Torture** » désigne tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles. » Article 1 de la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Contrairement à la torture, les **autres formes de mauvais traitement** – traitements cruels ou inhumains ou outrages à la dignité de la personne - n'exigent pas de but spécifique et impliquent un degré moindre de souffrance ou de douleur, bien qu'il reste élevé.

La torture et les autres formes de mauvais traitement sont strictement interdites par le droit international. Cette interdiction a valeur de norme impérative ou *jus cogens*.

Le Maroc a ratifié le 21 juin 1993 la Convention contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Sa Constitution prévoit en son article 22 que « *la pratique de la torture, sous toutes ses formes et par quiconque, est un crime puni par la loi* ». La définition de la torture dans la législation marocaine et en particulier l'article 231-1 du Code pénal complété et amendé par la loi no 43-04 de 2006 englobe les principaux éléments de l'article premier de la Convention contre la torture. Toutefois le Rapporteur spécial contre la torture a appelé le Maroc à faire en sorte que le code pénal « mentionne expressément et érige en infraction la commission d'actes de torture par le biais de tierces personnes » couvrant ainsi la complicité ou le consentement tacite.

37. Déclarations recueillies notamment lors d'un entretien de la FIDH avec Me Messaoudi, le 31 mai 2014 à Casablanca.

Malgré une législation plutôt conforme aux standards internationaux, la pratique de la torture demeure une réalité et leurs auteurs sont largement impunis en dépit d'une volonté affichée des autorités d'éradiquer ce phénomène.

### **1) Des cas de torture et de mauvais traitements principalement pendant la garde à vue**

Comme l'indique le Rapporteur spécial contre la torture, « *la situation sur le terrain concernant la pratique de la torture s'est améliorée depuis 'les années de plomb'* »<sup>38</sup>, période de 1956 à 1999 caractérisée par l'usage systématique de la torture, des disparitions forcées, détentions arbitraires et une politique de répression des voix dissidentes.

Néanmoins, depuis la dernière visite du Rapporteur spécial contre la torture au Maroc fin 2012, pendant laquelle il avait dit avoir reçu « *des témoignages crédibles au sujet de pressions physiques et mentales exercées sur des détenus pendant les interrogatoires* » et des informations sur « *quelques cas de torture et de mauvais traitements physiques plus graves* »<sup>39</sup>, la FIDH a récolté des informations qui font état de cas de torture et d'autres formes de mauvais traitements. Ces cas interviendraient essentiellement pendant la période de garde à vue et les interrogatoires et de manière plus rare en détention. Même si, pour ce qui concerne le focus de la mission, à savoir principalement la répression des voix contestataires, les cas de torture ne semblent pas faire partie d'une politique systématique et généralisée, le nombre d'allégations de torture et de mauvais traitements est très élevé. Certaines associations disent recevoir plusieurs allégations de torture ou mauvais traitements par jour<sup>40</sup>.

Des ONG et des avocats ont mentionné les difficultés rencontrées pour soumettre des plaintes pour torture ou mauvais traitements au procureur. D'après des représentants d'ADALA, lors des interrogatoires devant le Procureur, le prévenu n'a dans la majorité des cas pas l'occasion de relater ce qu'il a subi, il ne peut s'exprimer que lorsque la parole lui est donnée.

Ahmed K.<sup>41</sup>, un jeune militant pro-autodétermination sahraoui de 25 ans participant régulièrement à des sit-in, a été arrêté le 31 mars 2014 à Laayoune. On l'accusait d'avoir frappé un policier pendant une de ces manifestations et d'avoir montré un drapeau du Front Polisario. Pendant sa garde à vue, il dit avoir été accroché par les pieds avec une corde, et avoir reçu par des policiers des coups dans les jambes et le ventre jusqu'à l'évanouissement, de sorte qu'il a dû être emmené à l'hôpital. Pendant l'interrogatoire, les policiers lui posaient des questions sur ses convictions et les actes de violence contre des policiers dont il se serait rendu coupable. Il a signé un procès verbal sous la contrainte et sans en connaître le contenu. Lors de sa comparution devant le juge d'instruction, Ahmed K a demandé un examen médical, sans que cela lui soit accordé, et son avocat a présenté des photos de lui et de ses blessures quand il était à l'hôpital, sans que cela ne soit pris en compte. Aucune autorité ne l'a interrogé sur les tortures qu'il aurait subies, et aucune enquête ne semble avoir été diligentée<sup>42</sup>.

Le rappeur « El Haqed », de son vrai nom Mouad Belrhoute, membre du « mouvement du 20 février » et connu pour ses chansons engagées politiquement et critiques de certaines politiques du régime, a été arrêté pour la troisième fois le 16 mai 2014 près d'un stade de football à Casablanca. Il se serait rendu coupable de revente illégale de tickets de match de football, aurait été en état d'ébriété sur la voie publique et aurait agressé des policiers, ce qu'il nie. Après avoir été emmené, menotté, par des policiers en moto et arrivé au commissariat, il aurait été menotté les mains au-dessus de sa tête, et des policiers lui auraient asséné des

38. Rapport du Rapporteur spécial des Nations unies sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, additif « Mission au Maroc », A/HRC/22/53/Add.2, 28 février 2013, § 13.

39. Ibid, §13.

40. Rencontre avec ADALA le 3 juin 2014.

41. Le nom a été modifié.

42. Déclarations recueillies par la FIDH lors d'un entretien avec Ahmed K à la prison de Laayoune le 29 mai 2014.

coups sur le dos et les parties génitales. Son avocat, qui a réussi à le voir le lendemain dans un autre commissariat, a constaté que « El Haqed » avait les mains gonflées et rouges, ce qu'il avait toujours le jour d'après, lorsqu'il a été présenté au procureur. Devant ce dernier, il a été demandé à ce qu'il ait un examen médical, qui a été effectué 4 jours après l'arrestation. Ces examens ont confirmé l'existence de traces sur les mains de Mouad Belrhoute. Il est aussi à noter que la cour n'a pas accepté d'entendre le médecin ayant établi le certificat médical après son arrestation, ni les policiers qui auraient été agressés par « El Haqed ». Aussi, un procès-verbal non signé a été versé au dossier contenant les « aveux » du rappeur, alors que « El Haqed » avait gardé le silence pendant sa garde à vue<sup>43</sup>. Il a finalement été condamné le 1<sup>er</sup> juillet 2014 à 4 mois de prison, qu'il a effectués. Un appel est en cours. Aucune enquête n'aurait été ouverte à la suite de ses allégations de mauvais traitement.

Mohammed H. quant à lui, un des 9 jeunes du « mouvement du 20 février » condamnés à la suite de leur participation à une manifestation pacifique le 6 avril dernier à Casablanca, a allégué avoir subi de mauvais traitements en détention. Quelques heures seulement après la visite de la FIDH à la prison de Okasha, le 28 mai 2014, il aurait été sorti avec force de sa cellule par un gardien qui l'aurait fait tomber, de sorte qu'il s'est blessé à la tête, et l'aurait isolé pendant plusieurs heures dans une cellule vide et humide, les mains menottées et attachées en l'air, la tête en sang. Les récits sur les origines de ces faits ne sont pas tous concordants, mais il semblerait que le gardien se serait interposé entre Mohammed H et un autre détenu de la cellule, qui aurait été en train de se blesser avec un objet tranchant. Alertés par un proche du détenu, les membres de la mission de la FIDH ont saisi les autorités pénitentiaires pour faire la lumière sur cette affaire. La Direction de la prison est intervenue la nuit même et dit avoir ramené le détenu dans sa cellule, et la Présidente du CRDH de Casablanca s'est rendue avec un médecin à la prison dès le lendemain matin pour voir le détenu. Le gardien impliqué aurait été écarté de ce quartier en attendant d'avoir les résultats de l'enquête interne que l'autorité pénitentiaire a dit avoir ouverte. Le CRDH a fait un rapport et émis des conclusions qui ont été transmises au CNDH. Il n'est pas clair toutefois si l'enquête interne a abouti à une conclusion.

L'obtention d'aveux, des représailles et l'intimidation reviennent à plusieurs reprises dans les motivations soupçonnées pour ces actes de torture et autres formes de mauvais traitement. Il est à noter que ces actes visent surtout les personnes ayant manifesté publiquement des opinions critiques des politiques menées par les autorités, y compris le Roi, et ayant soulevé, de par leurs revendications ou contestations, la question de l'intégrité territoriale.

L'impunité dont ont joui et jouissent encore des responsables de l'application de la loi, suspectés de torture et mauvais traitement et le manque d'enquête sur les allégations de torture et mauvais traitement commis contribuent à ce que ce genre de pratiques continuent d'être enregistrées au Maroc.

## **2) Impunité des auteurs : absence d'enquête et de poursuites**

Non seulement les tribunaux marocains ont tendance à se fonder essentiellement sur les aveux écrits des accusés obtenus lors de la garde à vue, même si ces derniers se rétractent au tribunal, mais ces tribunaux et les procureurs ne respectent pas non plus leur obligation d'ouvrir d'office une enquête lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire que des aveux ont été obtenus par la torture et des mauvais traitements ou d'ordonner un examen médical indépendant. Une infime minorité des cas d'allégations de torture font l'objet d'enquêtes, et s'il y en a, si certaines sanctions administratives semblent avoir été prises, aucune décision de justice n'est venue sanctionner pénalement les responsables<sup>44</sup>.

43. Informations recueillies par la FIDH lors d'un entretien avec Me Messaoudi, un des avocats de « El Haqed », le 31 mai 2014 à Casablanca.

44. La FIDH a été informée d'une décision de la cour d'Appel d'Agadir annulant une condamnation suite au réexamen d'allégations de torture émanant de la personne inculpée.

Ainsi, fin 2013, l'AMDH transmettait un rapport de 100 pages au ministère de la Justice documentant les cas d'étudiants contestataires qui auraient été victimes de torture et d'autres formes de mauvais traitement et dénonçant l'absence d'enquête<sup>45</sup>. Dans les cas précédemment mentionnés de Ahmed K., et « El Haqed », la justice n'a pas initié de procédure d'enquête ni de poursuite à l'encontre des présumés responsables.

D'autres affaires emblématiques, d'allégations d'actes de torture et de mauvais traitement commis en 2010, n'ont pas, jusqu'à ce jour, fait l'objet d'une enquête au Maroc, pourtant nécessaire<sup>46</sup>. Ainsi, l'un des 25 Sahraouis de l'affaire Gdim Izik<sup>47</sup>, a déclaré avoir été torturé pendant un jour et demi après son arrestation, le 2 décembre 2010 : menotté et yeux bandés, il aurait reçu des coups au visage, avant d'être attaché à deux chaises par les jambes et bras écartés, et aurait été violé avec différents objets (tuyaux...) toutes les deux heures. Pendant ces sévices, on lui aurait posé des questions sur l'organisation du camp de Gdim Izik et les responsables de ce camp. Après un passage dans une gendarmerie, où il aurait été laissé en sous-vêtements dans une salle pleine de sang et « soigné » à une oreille qui saignait par un « médecin » qui lui aurait versé de l'alcool le rendant quasi sourd de cette oreille aujourd'hui, il a été emmené le 5 décembre 2010 à la prison de Salé 2, où il aurait subi le même type de torture au début de sa détention. Lors de sa comparution devant le juge d'instruction du tribunal militaire saisi de l'affaire, ce prévenu s'est plaint des actes de torture dont il aurait été victime, ce qu'il a répété pendant le procès devant le tribunal militaire, mais sans que cela ne soit suivi d'une quelconque enquête judiciaire. Sa demande d'expertise médicale n'a pas davantage été prise en compte. Il a également soumis des plaintes concernant les actes de torture subis au ministère de la Justice ainsi qu'au CNDH, mentionnant le nom des présumés responsables, mais sans suite tangible<sup>48</sup>.

Si les autorités judiciaires marocaines n'agissent pas avec zèle et n'initient pas de procédure sur les cas de torture et de mauvais traitement qui sont portés à leur connaissance, le CNDH, lui, réceptionne de nombreuses plaintes sur des cas individuels d'allégations de mauvais traitement. De plus en plus de victimes et d'ONG ont ainsi recours à ce mécanisme qui reçoit un nombre de saisines croissant. Néanmoins, de nombreuses ONG faisant appel au CNDH en soutien de victimes considèrent qu'il n'y a pas assez de transparence sur le traitement de ces cas par le Conseil et leur suivi ; les personnes requérantes n'étant pas notifiées du traitement réservé à leur dossier. A cette question soulevée auprès du Président du CNDH, celui-ci a répondu qu'il n'était pas des prérogatives du Conseil de communiquer systématiquement sur les cas, et que le CNDH faisait annuellement un rapport au Roi, publié dans le Bulletin officiel et présenté au Parlement, faisant un bilan des cas sur lesquels il avait été saisi, dressant les tendances et élaborant des analyses<sup>49</sup>. Le Président du CNDH a lors de la présentation de son rapport devant le Parlement le 16 juin 2014 fait état d'allégations de torture et des difficultés entravant l'éradication de la torture<sup>50</sup>.

45. Une copie rapport papier de l'AMDH en arabe a été présenté à la mission de la FIDH.

46. On peut également mentionner le cas de Zakaria Moumni. Voir notamment à ce sujet, FIDH « Zakaria Moumni condamné à 20 mois d'emprisonnement par la justice marocaine : une décision inique », 22 décembre 2011 <https://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/Zakaria-Moumni-condamne-a-20-mois-et-Rapport-alternatif-au-Comite-contre-la-torture-en-2011-conjoint-du-Comite-marocain-contre-la-torture-coordonne-par-l-AMDH-OMDH-et-OMCT> [http://www.omct.org/files/2011/11/21512/la\\_torture\\_au\\_maroc\\_rapport\\_alternatif\\_nov\\_2011.pdf](http://www.omct.org/files/2011/11/21512/la_torture_au_maroc_rapport_alternatif_nov_2011.pdf) . M Zakaria Moumni a depuis saisi la justice française. La procédure est en cours.

47. Pour plus d'informations sur l'affaire Gdim Izik, voir notamment le rapport FIDH-OMDH « Sahara Occidental - Les affrontements du 8 novembre 2010 à Laayoune : escalade dans un conflit qui s'éternise », mai 2011 : <http://www.fidh.org/IMG/pdf/MarocLaayoune557f.pdf>

48. Informations recueillies notamment lors d'un entretien de la FIDH avec ce militant sahraoui dans la prison de Salé 1 à Rabat, le 2 juin 2014.

49. Déclarations recueillies par la FIDH lors d'un entretien avec le président du Conseil national des droits de l'Homme, le 2 juin 2014 à Rabat.

50. Résumé du rapport présenté par de M. Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'Homme devant le Parlement, 16 juin 2014, [http://www.cndh.org.ma/sites/default/files/documents/resume\\_francais.pdf](http://www.cndh.org.ma/sites/default/files/documents/resume_francais.pdf)

Le rôle des ONG et des avocats de victimes est très important afin de systématiser le recours à la justice pour les victimes y compris en complément des mécanismes déjà existants ou à venir comme le Mécanisme national de prévention (MNP). Le dépôt de plaintes avec constitution de partie civile est notamment un moyen utile pour contourner l'inertie des procureurs, dans un système où l'indépendance du parquet n'est pas complètement garantie.

Par ailleurs, plusieurs interlocuteurs ont mis en avant le manque de médecins légistes qui ont en outre une formation peu poussée en la matière<sup>51</sup>. Toute enquête crédible sur des allégations de torture nécessite un examen médical indépendant. Selon le CNDH, il n'y aurait sur l'ensemble du territoire marocain que 13 médecins légistes. Par ailleurs, en détention, les médecins dépendent de l'Administration pénitentiaire ce qui est susceptible de remettre en cause leur indépendance.

Lors de sa rencontre avec la FIDH, le ministre de l'Intérieur déclarait n'avoir jamais reçu de plaintes pour mauvais traitements en garde à vue. Il s'est toutefois dit favorable à l'installation de caméras sur les lieux d'interrogatoire. Il a par ailleurs fait état de sanctions administratives à l'encontre de fonctionnaires dépendant du ministère de l'Intérieur, indiquant que toute plainte de mauvais traitement ou torture faisait l'objet d'une enquête interne et que toute faute faisait l'objet d'une sanction. Un exemple a été donné d'un caïd à Sidi Bettach, à côté de Rabat qui avait rasé le crâne d'un jeune homme qui s'est par la suite suicidé. Le caïd a d'abord été relevé de ses fonctions puis licencié après demande d'ouverture d'une enquête par le ministère de la Justice. Des ONGs rencontrées ont également fait état de quelques sanctions administratives contre des agents de l'État dont le responsable de la police judiciaire identifié comme instigateur d'une répression violente contre des manifestants à Safi en juin 2011 suite à laquelle un militant du « mouvement du 20 Février » Kamel Al-Ammari a trouvé la mort<sup>52</sup>. Ces interlocuteurs considèrent que le manque de communication autour des sanctions prises nuit à la vertu préventive de ces mesures insistant sur la valeur d'exemple des sanctions.

Alors que des allégations d'actes de torture et de mauvais traitement ne sont pas l'objet de procédure judiciaire systématique et que dès lors les responsables présumés ne sont pas inquiétés, l'on notera la promptitude avec laquelle des enquêtes sont menées et des condamnations prononcées contre des personnes soupçonnées d'avoir fait de fausses allégations de torture.

C'est ainsi que, le 23 juillet 2014, Hassan O.<sup>53</sup> un jeune militant de l'AMDH et du « mouvement du 20 février », a été condamné à trois ans d'emprisonnement et 10 000 dirhams d'amende pour dénonciation calomnieuse après avoir dénoncé les tortures qui lui auraient été infligées par des inconnus à l'issue d'une manifestation à laquelle il avait participé le 2 mai. Selon les autorités, il aurait refusé de se présenter à un examen médical décidé par le juge. Des enregistrements vidéos auraient par ailleurs prouvé qu'il était dans un lieu public au moment où il déclarait avoir été séquestré.

Plus récemment, le 20 octobre 2014, la cour d'appel de Tanger a condamné à deux ans de prison ferme Wafaa Charaf, une militante du « mouvement du 20 février » et de l'AMDH, accusée d'allégation mensongère de torture. Le 27 avril 2014, elle avait participé à Tanger à un sit-in en soutien à des syndicalistes licenciés. En rentrant chez elle, elle dit avoir été enlevée, embarquée de force dans une voiture et conduite en dehors de la ville, où elle aurait été frappée, insultée et menacée du fait de ses positions politiques. Elle aurait été abandonnée dans une zone déserte sans portable, ni argent, ni chaussures. Elle a alors porté plainte pour torture et enlèvement auprès du procureur de Tanger, ce qui lui a valu d'être arrêtée le 8 juillet 2014 et

51. Cf. « Etude sur les activités médico-légales au Maroc » publiée par le CNDH en juillet 2013, <http://www.cndh.org.ma/fr/etudes/etude-sur-les-activites-medico-legales-au-maroc>.

52. Voir notamment des éléments de l'enquête menée par l'Observatoire marocain des libertés publiques et le Médiateur pour la démocratie et les droits de l'homme <http://www.yabiladi.com/articles/details/5878/deces-kamal-ammari-violences-infligees.html>

53. Le nom a été modifié.

placée en détention provisoire jusqu'à sa condamnation<sup>54</sup>. Selon certaines informations des autorités judiciaires, le Parquet aurait mené des enquêtes sur les lieux où elle aurait été enlevée et emmenée et aurait conclu qu'il n'y avait pas eu d'enlèvement.

## C/ Des violations à l'encontre des migrants

En septembre 2013, le Maroc a annoncé l'établissement d'une nouvelle politique migratoire<sup>55</sup>, suivant une approche humanitaire conforme aux engagements internationaux du Maroc et respectueuse des droits des immigrés. Un aspect important de cette politique consistait en la mise en place d'un programme de régularisation des migrants en situation irrégulière sur son territoire<sup>56</sup>. Selon les organisations de défense des droits des migrants, en 2014, on n'enregistre plus de rafles dans la majorité des villes ni de reconduites à la frontière algérienne ou mauritanienne. Cependant les migrants qui tentent de franchir la frontière avec les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, ou d'embarquer à destination des îles Canaries continuent d'être arrêtés. Ils sont déplacés et relâchés dans les rues de Rabat, Casablanca ou Fès.

Si le recours à **l'usage excessif de la force lors d'arrestations des migrants** ne semble plus être systématique, cette pratique continue toutefois d'être dénoncée. Les ONG de défense des droits des migrants relatent notamment des arrestations musclées de migrants en particulier près de l'enclave espagnole de Ceuta et Melilla. Interrogé à ce sujet en juin 2014, le ministre de l'Intérieur a insisté sur le problème lié à la présence de nombreux migrants dans les forêts du Nord du Maroc, dont 1500 tenteraient de passer en Europe « armés de pierres et de gourdins ». La situation est selon le ministère « difficile à tenir », mais les forces de l'ordre ont pour directive de ne jamais tirer à balles réelles ni d'utiliser des bombes lacrymogènes. Sur la question de l'usage excessif de la force, le ministère a répondu qu'il était important d'avoir sur ces cas et de façon générale « des témoins crédibles et de preuves solides comme des photos ».

Plusieurs cas de **morts suspectes de migrants** ont été dénoncés sans que souvent aucune enquête sérieuse n'ait été ouverte, menant à la poursuite de responsables, et sans que l'accès au corps par la famille ou les proches soit garanti. Ainsi, à la fin du mois d'août 2014, un ressortissant sénégalais, Charles Ndour a été tué dans des circonstances troubles. Des manifestations ont alors été organisées pour dénoncer cet acte, au cours desquelles au moins vingt-cinq personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont été arrêtées et poursuivies pour participation à une manifestation « non déclarée », et condamnées. Au moins 19 d'entre elles ont ensuite été immédiatement expulsées du Maroc, sans même purger leur peine. Le Groupe antiraciste de défense et d'accompagnement des étrangers et migrants (GADEM), saisi du dossier, a dénoncé plusieurs dysfonctionnements dans la procédure d'expulsion et considéré que ces personnes étaient des témoins potentiels du meurtre de Charles Ndour<sup>57</sup>. Une enquête sur le meurtre de Charles Ndour a été diligentée et trois personnes soupçonnées d'être impliquées dans le meurtre ont été déférées devant le juge d'instruction près de la cour d'appel de Tanger qui a ordonné leur mise en détention<sup>58</sup>.

54. Voir notamment le communiqué de presse de l'ACAT « Maroc : deux ans de prison pour avoir dénoncé sa torture », 22 octobre 2014 : <http://www.acatfrance.fr/communique-de-presse/deux-ans-de-prison-pour-avoir-denonce-sa-torture>

55. A la suite de la publication du rapport thématique du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH) relatif la situation des migrants au Maroc et alors que s'ouvrait l'examen du rapport du Maroc sur l'application de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

56. Voir notamment communiqué conjoint FIDH-GADEM, « Des stratégies pour améliorer le programme de régularisation des sans-papiers au Maroc », 16 mai 2014 : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/15330-des-strategies-pour-ameliorer-le-programme-de-regularisation-des-sans>

57. Voir notamment <http://www.gadem-asso.org/L-Etat-marocain-face-au-meurtre-de>

58. Voir notamment « Assassinat du Sénégalais à Tanger : Trois personnes devant la justice » 2 septembre 2014, <http://www.yabiladi.com/articles/details/29035/assassinat-senegalais-tanger-trois-personnes.html>



Sit in devant le tribunal militaire en soutien à Mamadou Diarra, février 2014, photo du GADEM.

La FIDH a également constaté que les migrants sont particulièrement sujets aux **procédures inéquitables**. Le cas de Mamadou Diarra, jeune Sénégalais-Malien ayant été accusé de la mort d'un militaire lors d'un passage massif de frontière à Melilla en juillet 2012, est parlant. Traduit devant les juridictions militaires, la victime faisant partie des forces de l'ordre, ce jeune migrant n'a pas pu bénéficier des conditions du droit à un procès équitable. Il est accusé d'avoir lancé la pierre qui aurait mortellement blessé le militaire. Le dossier d'accusation se fonderait principalement sur un témoignage de quelqu'un qui l'aurait reconnu, du fait de la couleur de son t-shirt, mais qui s'est rétracté depuis. Après un an et demi de détention préventive, Mamadou Diarra n'avait été entendu qu'une seule fois par un juge d'instruction, mais sans interprète bambara-arabe, l'empêchant de comprendre et se faire comprendre, ce qui constitue une violation du droit à un procès équitable. Compte tenu de la mobilisation de la société civile sur cette affaire, la réforme de la justice militaire a connu une accélération, avec l'adoption par le Conseil des ministres d'un projet de loi dès mars 2014 et le débat par la deuxième chambre de la loi portant sur la réforme de la justice militaire le 22 octobre 2014 qui devrait aboutir la promulgation prochaine de cette loi. Mamadou Diarra, toujours en détention préventive, devrait pouvoir être présenté devant une juridiction civile après l'adoption du nouveau code de procédure militaire<sup>59</sup>.

## D/ Des conditions de détention difficiles

L'article 23 de la Constitution marocaine stipule que toute personne détenue jouit des droits fondamentaux et de conditions de détention humaines. Pourtant, une nouvelle fois, la réalité est contraire aux prescriptions constitutionnelles et internationales en la matière.

59. Informations collectées du GADEM, lors d'une réunion le 27 mai 2014 à Rabat et d'un court entretien avec Mamadou Diarra à la prison de Salé 1 le 2 juin 2014 à Rabat. Voir également le communiqué de presse conjoint du 30 janvier 2014 « Maroc : En finir avec la poursuite de civils devant les tribunaux militaires - Liberté provisoire immédiate et procès équitable pour Mamadou Diarra » : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/14554-maroc-en-finir-avec-la-poursuite-de-civils-devant-les-tribunaux-militaires>

## 1) Surpopulation et détention préventive

Il est incontestable que le Maroc fait face à un problème de **surpopulation** carcérale généralisé, ce qui entraîne souvent des conditions de détention inhumaines. De nombreux détenus rencontrés lors de la mission de la FIDH fin mai-début juin 2014 se sont plaints des conditions de détention liées à la surpopulation. Un détenu a déclaré partager sa cellule de 24m<sup>2</sup> avec 29 autres détenus dans un quartier privé d'eau de 7h à 18h. D'autres ont dit devoir dormir par terre à tour de rôle, étant dans des cellules accueillant plus de détenus que de lits<sup>60</sup>.

A Rabat par exemple, la prison de Salé 1 accueillait 4611 détenus début juin 2014, pour une capacité d'accueil de 3500 personnes. Selon le Directeur de la prison, 70-80 % sont en détention préventive, même pour des peines mineures. La prison de Salé 2, elle, accueille 345 détenus pour une capacité de 480. Il s'agit d'un établissement assez nouveau, créé en 2010, qui regroupe des catégories de détenus spécifiques, en particulier ceux accusés de terrorisme. 201 détenus purgent leur peine définitive et environ la moitié se trouve en détention préventive. Les autorités auraient le projet de fermer ces prisons, très proches du centre de Rabat, et seraient en train de construire 4 nouveaux établissements correctionnels pouvant accueillir à eux quatre 5000 détenus.<sup>61</sup>

La prison de Okasha à Casablanca accueillait 8752 détenus fin mai 2014, alors que la capacité y est de 4500 personnes. 1807 détenus ont été jugés définitivement et plus de 50 % sont en détention préventive, ce qui est l'un des principaux problèmes, comme le reconnaît le Directeur de la prison<sup>62</sup>.

Fin mai 2014, la prison de Laayoune comptait 429 détenus pour une capacité de 350. Parmi eux, 114 détenus étaient en détention préventive, 134 en procédure d'appel, le reste purgeant sa peine définitive. Dans une cellule peuvent être regroupés de 19 à 50 personnes, selon la superficie. Une nouvelle prison serait en construction à Laayoune pour répondre en partie à la surpopulation carcérale. Elle devrait être terminée début 2015<sup>63</sup>.

C'est ainsi que la population carcérale sur l'ensemble du territoire marocain serait composée à 50 % de détenus en **détention préventive**. Selon le Délégué général de l'administration pénitentiaire, la détention préventive prolongée est un des facteurs importants de la surpopulation carcérale qui s'élève à 45 %<sup>64</sup>. La DIDH a également confirmé cette analyse et a soulevé que les mauvais traitements sont également liés à ce problème de surpopulation carcérale<sup>65</sup>.

Le code pénal prévoit la possibilité d'être maintenu en détention préventive pendant un an, il s'avère toutefois selon plusieurs interlocuteurs que des détenus le restent plus longtemps, le dossier ne dépassant pas l'instruction au cours de la première année avant d'être envoyé devant la chambre d'accusation. Le code de procédure pénale ne prévoit pas de critères clairs permettant de limiter la détention préventive notamment pour que celle-ci ne s'applique pas pour des délits.

---

60. Un détenu à la prison de Okasha a déclaré être dans une cellule de 22 personnes avec seulement 16 lits, d'autres de la prison de Laayoune dans une cellule de 58 lits pour 74 personnes, de 74 lits pour 80 personnes ou encore de 52 lits pour plus de 70 détenus.

61. Informations communiquées lors d'entretiens de la FIDH avec les Directeurs des prisons de Salé 1 et 2 le 2 juin 2014 à Rabat.

62. Informations communiquées lors d'un entretien de la FIDH avec le Directeur de la prison de Okasha le 28 mai 2014 à Casablanca.

63. Informations communiquées lors d'un entretien de la FIDH avec le Directeur de la prison de Laayoune le 29 mai 2014.

64. Entretien de la FIDH avec le Délégué général de l'Administration pénitentiaire le 1<sup>er</sup> juin 2014.

65. Entretien de la FIDH avec le Délégué interministériel aux droits de l'Homme le 2 juin 2014.



Entrée de la prison Salé 1 (Rabat).

On peut d'ailleurs se demander si c'est en application de critères clairs, ou principalement grâce à la pression de la société civile internationale et nationale, dont la FIDH et ses organisations membres au Maroc, que les 9 jeunes du « mouvement du 20 février » ont été relâchés provisoirement le 17 juin 2014, un peu plus de deux mois après leur arrestation. Ils attendent depuis leur procès en appel.<sup>66</sup>

La délégation générale de l'Administration pénitentiaire reconnaît les problèmes liés à la surpopulation carcérale et notamment, les problèmes considérables d'hygiène. Elle dit avoir pour objectif d'harmoniser les prisons sur la base des plus récentes et de ne pas avoir plus de 4 détenus par cellule.

Selon l'Administration pénitentiaire, les mesures disciplinaires prises à l'encontre de détenus consistent principalement en un isolement. Celui-ci peut être renouvelé jusqu'à 45 jours, ce qui ne serait jamais le cas selon les responsables de l'administration pénitentiaire<sup>67</sup>. La décision d'isoler un détenu, au cachot, est prise par le conseil de discipline dont la session serait filmée. Le détenu a la possibilité de faire appel à un avocat et d'introduire un recours auprès de l'administration centrale dans les 5 jours, la décision étant entre-temps gelée. Toutefois, l'appel de la décision se fait devant le même conseil de discipline ce qui pose question quant à l'effectivité de ce recours. Dans les nouvelles prisons, les chambres d'isolement ont une cour où

66. Voir notamment le communiqué de presse de la FIDH et de ses organisations membres au Maroc, l'AMDH et l'OMDH, du 17 juin 2014 « Maroc : libération provisoire de manifestants du 'mouvement du 20 février' en attente de leur procès en appel » : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/15569-maroc-liberation-provisoire-de-manifestants-du-mouvement-du-20-fevrier-en>

67. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire (GTDA), qui a effectué une visite en décembre 2013, déclare toutefois avoir « entendu [dans les prisons de Salé 1 et 2] des allégations selon lesquelles l'isolement cellulaire était utilisé comme une mesure disciplinaire pendant des périodes allant de plusieurs jours à plusieurs semaines. Suite à sa visite, le Groupe de travail a reçu des informations que l'une des personnes rencontrées aurait été mise à l'isolement cellulaire pendant quelques jours, prétendument comme une forme de représailles ». Rapport GTDA, août 2014 : <http://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session27/Pages/ListReports.aspx>, document A/HRC/27/48/Add.5.

le détenu peut sortir, ce qui n'est pas le cas dans les anciennes prisons. Un suivi médical serait effectué quotidiennement pour tout détenu en isolement.

## **2) Un accès limité aux prisons pour les ONG**

Seules quelques ONG (OMDH, Observatoire national des prisons, Coalition marocaine contre la peine de mort, le Médiateur pour la démocratie et les droits de l'Homme et désormais la FIDH), ont eu accès aux prisons marocaines. Certaines ONG disent ne pas y avoir accès, soit que leur demandes écrites ne reçoivent pas de réponse positive, soit on leur fait comprendre que cela ne vaut pas la peine de formuler ces demandes.

L'article 84 de la loi n°23-98 relative aux établissements pénitentiaires prévoit que l'accès de la société civile aux prisons est soumis à l'autorisation de la DG pour l'administration pénitentiaire. Il en va de même pour les ONG internationales, la FIDH ayant été autorisée à se rendre en prison à l'issue d'une coordination entre la Direction de l'administration pénitentiaire et la DIDH. Le CNDH et les Conseils régionaux des droits de l'Homme (CRDH) ont régulièrement accès aux prisons, où ils se rendent pour suivre des cas particuliers ou effectuer des visites générales. Ces derniers ne semblent néanmoins pas réaliser de visite inopinée. Le CNDH reconnaît qu'il est nécessaire d'améliorer les techniques de visites des centres de détention afin que les personnes habilitées à le faire soient en mesure d'enquêter, de qualifier et de produire un rapport écrit.

# II - ...auxquelles les réformes de la justice et politiques en cours ne répondent que partiellement

## A/ Des réformes de la justice en chantier

Les autorités marocaines ont depuis la nouvelle Constitution du 1<sup>er</sup> juillet 2011 et l'adoption de la Charte sur la réforme du système judiciaire du 12 septembre 2013, à la suite d'un processus de dialogue national inauguré en mai 2012, manifesté leur volonté d'entamer des réformes concrètes en matière de justice, répondant en partie aux différents problèmes abordés précédemment. Ainsi, la Charte sur la réforme du système judiciaire marocain identifie six objectifs :

- consolider l'indépendance du pouvoir judiciaire ;
- moraliser le système judiciaire ;
- renforcer la protection des droits et libertés par la justice ;
- accroître l'efficacité et l'efficience de la justice ;
- développer les capacités institutionnelles du système judiciaire ;
- moderniser l'administration judiciaire et renforcer sa gouvernance.<sup>68</sup>

Différents chantiers ont été ouverts pour répondre à ces objectifs. Alors que le nouveau code militaire a été adopté par la deuxième chambre le 22 octobre 2014 et devrait prochainement figurer au Journal officiel, d'autres projets de loi importants visant à réformer notamment le code pénal et le code de procédure pénale, sont en cours de discussions intensives depuis le début d'année. Afin de répondre au mieux aux insuffisances en matière d'indépendance de la justice, les autorités ont également lancé une réforme du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) ainsi que du Statut des magistrats. Le processus de ratification de l'OP-CAT devrait également permettre la mise en place d'un mécanisme national de prévention (MNP), qui pourra contribuer à la prévention et la lutte contre la pratique de la torture et autres formes de mauvais traitement. En outre, des chantiers de réforme des lois liées aux droits des migrants ont été lancés, et des réflexions ont été entamées sur la question des manifestations et de leur gestion.

Bien que ce foisonnement des projets de réforme de la justice est à accueillir positivement, il existe un réel problème de calendrier et de priorisation. On peut en effet regretter la méthodologie employée, caractérisée par de nombreux chantiers entamés en même temps, qui n'aboutissent pas encore et n'ont pas tous le même degré de consultation de la société civile, entraînant un embouteillage parlementaire. Cet embouteillage est notamment lié à la nécessaire adoption de 19 lois organiques d'ampleur (loi sur le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire par exemple

---

68. Voir la *Charte sur la réforme du système judiciaire marocain*, juillet 2013, rendue publique le 12 septembre 2013 : [http://www.justice.gov.ma/App\\_Themes/ar/img/Files/Charte\\_Reforme\\_justiceFr.pdf](http://www.justice.gov.ma/App_Themes/ar/img/Files/Charte_Reforme_justiceFr.pdf)

mais également des lois plus complexes comme celle sur la régionalisation) dans les délais imposés par la nouvelle constitution, à savoir dans les 5 ans suivant son adoption donc d'ici à juillet 2016.

### **1) Réforme concernant les manifestations**

Pour répondre au manque de réelle politique et de vision des autorités marocaines en matière de gestion des manifestations et des violences à l'encontre des manifestants pacifiques, le CNDH a lancé une étude sur les manifestations pacifiques, qui devrait bientôt être disponible en arabe. Elle devrait aborder la question de la gestion pratique des manifestations et proposer des recommandations afin de limiter l'usage disproportionné de la force par les forces de maintien de l'ordre. Une conférence nationale autour de cette étude devrait être organisée bientôt<sup>69</sup>.

La Constitution marocaine de juillet 2011 rappelle en son article 29 que « *(s)ont garanties les libertés de réunion, de rassemblement, de manifestation pacifique, d'association et d'appartenance syndicale et politique. La loi fixe les conditions d'exercice de ces libertés* ». La loi n°76-00, promulguée le 17 octobre 2002, amende le Dahir n°1-58-377 du 15 novembre 1958 relatif aux rassemblements publics, tout en gardant, néanmoins, quelques dispositions introduites par dahir le 10 avril 1973, qui sont restrictives en matière de libertés. Une mise en conformité de la loi sur les rassemblements publics avec les principes et dispositions de la Constitution de juillet 2011 serait nécessaire.

Certains interlocuteurs de la mission ont affirmé qu'un projet de loi concernant les manifestations sera publié sous peu. Aucun projet de loi ne semble avoir été déposé au moment de la rédaction de ce rapport. Même si le CNDH ne semble pas identifier de problème au niveau du cadre légal, il reste que le cadre législatif actuel ne répond pas totalement à toutes les interrogations concernant l'organisation et l'autorisation des manifestations, marches, rassemblements ou sit-in.

En effet, le système déclaratif prévaut désormais pour tout type de manifestation pacifique, dont les organisateurs doivent donc déclarer au préalable la tenue. Néanmoins, il persiste un flou concernant les sit-in et les rassemblements, que les tribunaux marocains ont commencé à évacuer, mais qui nécessiterait d'être clarifié dans les textes de loi.

Aussi, le fait que seules les institutions constituées légalement (syndicats, partis politiques, associations enregistrés) puissent organiser des manifestations limite le droit des individus d'organiser des rassemblements pacifiques<sup>70</sup>. Compte tenu des difficultés que rencontrent certaines associations pour s'enregistrer auprès du ministère concerné (certains bureaux n'acceptent pas de recevoir leur dossier, et dans la plupart des cas quand celles-ci parviennent à déposer leur dossier, le ministère n'émet pas de récépissé pourtant nécessaire à de nombreuses démarches administratives), cette disposition de l'article 11 du décret relatif aux rassemblements pacifiques limite la liberté de rassemblement et d'expression.

### **2) Réforme du code pénal et du code de procédure pénale**

La réforme du code pénal et du code de procédure pénale est un vaste chantier qui a été lancé il y a plusieurs années. Déjà à l'époque du Conseil consultatif des droits de l'Homme, un projet d'harmonisation du code pénal et du code de procédure pénale avait été élaboré. Néanmoins, ce n'est qu'en 2014 que les choses se sont accélérées pour la réforme de la procédure pénale, avec la mise en place d'une commission spéciale, composée de 17 membres, représentants des différents ministères concernés, procureur général du roi, représentants d'associations et universitaires, ayant pour but de travailler pendant deux mois à un projet de loi modifiant le code de procédure pénale.

69. Informations recueillies lors d'un entretien de la FIDH avec le Président et d'autres représentants du CNDH le 2 juin 2014 à Rabat.

70. Voir notamment l'étude du Forum des alternatives au Maroc (FAM), Abderrahmane Rachik, « Les mouvements sociaux au Maroc, de l'émeute à la manifestation », avril 2014.

Il s'agissait de mettre le droit pénal marocain en conformité avec la Constitution de juillet 2011 et la Charte sur la réforme du système judiciaire, mais surtout de répondre aux principaux dysfonctionnements dont souffre la politique pénale marocaine, qu'ils soient liés aux cas de mauvais traitements de suspects en garde à vue et pendant les interrogatoires, à l'absence d'enquête et de poursuite judiciaire dans les cas d'allégations de torture ou mauvais traitement et aux autres manquements à un procès équitable, ou encore au recours excessif à la détention préventive.

S'appuyant sur le travail de la commission spéciale, le ministère de la Justice a finalisé un projet de loi amendant le code de procédure pénale, qu'il a rendu public le 8 mai 2014<sup>71</sup>. Ce projet, qui prévoit la modification de 288 articles et l'ajout de 130 autres, a été présenté au débat national le 13 juin 2014, lors d'une journée de concertation avec le corps de la magistrature, différentes instances judiciaires, des corps de métiers en rapport avec la justice et la société civile.

Des changements proposés visent à renforcer les garanties d'un procès équitable et les droits de la défense.

- Ainsi, il prévoit le droit à **l'assistance d'un avocat dès la première heure de la garde à vue**, ce qui permettra de palier à l'absence d'avocat durant ces heures critiques pendant lesquelles les principales irrégularités et violations des droits de la défense ont pu être constatées (ex : non information des prévenus de leurs droits, des charges qui pèsent à leur encontre, pressions pour signer des PV non conformes aux déclarations du suspect etc.). Ceci étant dit, il faudra que cette mesure soit accompagnée du renforcement et de la systématisation d'un système efficace d'**aide judiciaire**, permettant aux accusés indigents d'être dûment représentés. Aussi, il est à noter que cette présence de l'avocat n'est pas systématiquement autorisée dans le nouveau projet de loi, le ministère public pouvant « retarder ce contact si le crime est d'ordre terroriste ».
- Le projet de loi prévoit également **l'enregistrement audio-visuel des interrogatoires** de prévenus soupçonnés avoir commis des crimes ou délits punissables de plus de deux années de prison, visant notamment à éviter toute violence, torture ou autre mauvais traitement contre les personnes interrogées. L'enregistrement, le PV de l'interrogatoire et le dossier seront placés dans une enveloppe scellée. Bien que cela soit une mesure intéressante, contribuant à une procédure plus équitable si ces enregistrements peuvent être utilisés par le tribunal<sup>72</sup>, on peut se demander si elle mettra complètement fin au problème de mauvais traitements pendant la garde à vue, qui n'intervient pas uniquement pendant les interrogatoires.
- Il introduit aussi des **mesures alternatives à la détention préventive**, trop souvent la règle alors qu'elle devrait être l'exception. Le code actuel prévoit, en effet, la possibilité d'être maintenu en détention préventive pendant un an, or il s'avère que des détenus le restent parfois plus longtemps. Le code actuel ne prévoit pas de critères clairs permettant de limiter la durée de la détention préventive ni notamment pour que celle-ci ne s'applique pas pour des délits. Le projet de loi prévoit toutefois des mesures alternatives à la détention préventive, telles que le bracelet électronique. Des alternatives aux peines privatives de liberté sont également prévues, comme les travaux d'intérêt général pour les mineurs de plus de 15 ans, ou l'adoption de dispositions prévoyant de transformer certains crimes en délits.

Le projet de loi renforcerait également les droits des victimes, en ajoutant notamment dans le préambule du code de procédure pénale des dispositions concernant la protection des victimes de violence et l'indemnisation attribuée aux victimes. Il prévoit également l'ajout d'éléments de langage sur la parité et l'égalité hommes-femmes.

71. Le projet de loi modifiant le code de procédure pénale marocain du 8 mai 2014 est disponible en arabe : [http://www.medias24.com/downloadsfiles/documents/08-05-2014%20Projet\\_de\\_code\\_de\\_procedure\\_penale.pdf](http://www.medias24.com/downloadsfiles/documents/08-05-2014%20Projet_de_code_de_procedure_penale.pdf)

72. Le projet de loi prévoit que les enregistrements ne peuvent être utilisés qu'en cas de désaccord touchant les déclarations de l'accusé.

Le projet de code de procédure pénale ne répond toutefois pas à de nombreuses recommandations de la société civile dont plusieurs organisations regrettent une réflexion qui ne porte pas sur l'ensemble de la procédure, depuis l'enquête de police judiciaire jusqu'à l'exécution des peines, mais davantage sur certaines phases du procès pénal considérées comme posant des difficultés particulières. Ces associations soulèvent par ailleurs, que des réformes antérieures du code de procédure pénale dûment adoptées n'ont jamais été appliquées et que d'autres ont été remises en cause peu de temps après leur adoption. La longueur du texte et l'« abus » de détails sont également considérés comme susceptibles de nuire au respect des libertés.

Certaines dispositions sont plus précisément critiquées. Ainsi l'absence de droits de recours contre la détention arbitraire est pointée du doigt. Et ce alors que les cas pour lesquels la détention est prévue restent également nombreux, permettant à la police et au parquet de placer les personnes soupçonnées en détention.

Le projet de loi introduit aussi des éléments peu clairs concernant l'autorisation de techniques **d'infiltration** des organisations criminelles dans les enquêtes sur le blanchiment, le crime organisé, le terrorisme, la sûreté de l'Etat, le kidnapping, la corruption, les crimes informatiques, les crimes contre l'humanité et la traite des êtres humains.

Les autorités marocaines semblent confiantes quant à l'avancée de cette réforme pénale et ont indiqué que ces projets devraient être examinés et adoptés dans la première moitié de l'année 2015. Toutefois à ce jour, aucun projet de nouveau code pénal n'a été présenté. Les autorités ont annoncé la mise en place prochaine d'une commission pour s'y atteler.

Certains éléments suscitent toutefois déjà des inquiétudes sur les orientations qui pourraient être données au nouveau projet de code pénal. Par exemple, le projet de code de procédure pénale contient toujours des articles prévoyant les modalités d'exécution de la peine de mort. Celle-ci risque dès lors d'être maintenue dans le code pénal.

Malgré des amendements ces dernières années, le code pénal en vigueur prévoit en effet toujours la peine capitale. Le nombre de crimes passibles de cette peine a été significativement réduit suite à la mobilisation de la société civile et d'un réseau de 201 parlementaires contre la peine de mort. Cette question reste selon les interlocuteurs encore l'objet de vifs débats entre les parlementaires et au sein de la classe politique en général.

Enfin, il faut espérer que le nouveau code pénal permettra de dépasser les lacunes du code actuel en matière de lutte contre l'impunité et intégrera la compétence universelle pour les crimes internationaux et notamment la torture ainsi que les crimes de génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans ses dispositions.

### 3) Réforme relative à la justice militaire

Le nouveau code de justice militaire qui entrera en vigueur après sa promulgation au Journal officiel prévoit que les tribunaux militaires ne seront compétents que pour juger des militaires, et donc plus des civils (y compris les civils employés par les Forces armées royales ou complices de militaires). Il limite leur compétence aux seules infractions militaires et aux infractions commises en temps de guerre. Il crée également une instance d'appel, essentielle à toute procédure équitable, et aligne la procédure devant le tribunal militaire sur celle appliquée devant les juridictions ordinaires.

Dans une déclaration réagissant à l'adoption par le Conseil des ministres du projet de loi relatif à la justice militaire le 14 mars 2014, le Président du CNDH disait: « *Le CNDH se félicite de l'adoption d'un projet de loi pleinement conforme aux dispositions de la Constitution de*

*juillet 2011 et des principaux instruments du droit international des droits de l'Homme et à la jurisprudence accumulée en la matière par la communauté internationale.* »<sup>73</sup>

Omise dans la Charte sur la réforme du système judiciaire de septembre 2013, la réforme relative à la justice militaire a été annoncée par le Roi du Maroc en mars 2014, lors d'un Conseil des ministres dédié à la question. Le 14 mars 2014, le Conseil des ministres approuvait, en effet, le projet de loi n°108-13 relatif à la justice militaire. Le 23 juillet 2014, c'était au tour de la Chambre des représentants d'adopter à l'unanimité et en séance plénière ce projet de loi. La Chambre des conseillers a ensuite examiné le projet de texte au mois d'octobre avant que celui-ci ne soit adopté le 22 octobre 2014.

De nombreuses associations de défense des droits humains et le CNDH avaient ainsi appelé à une réforme drastique de la justice militaire au Maroc. Sont de parfaites illustrations des dysfonctionnements de la justice militaire, la procédure à l'encontre des 25 Sahraouis visés dans l'affaire du camp de Gdim Izik au Sahara occidental et jugés devant des tribunaux militaires, en violation des droits à un procès équitable, ainsi que la procédure à l'encontre du migrant sub-saharien Mamadou Diarra, visant toutes deux des civils, poursuivis devant des juridictions militaires parce que les victimes étaient des militaires ou autres membres des forces de l'ordre.

Ce nouveau texte viendra remplacer le dahir n°1-56-270 du 10 novembre 1956 formant Code de justice militaire qui étendait la compétence du tribunal militaire pour juger, en plus des personnes militaires « *toutes personnes, quelle que soit leur qualité, auteurs d'un fait, qualifié crime, commis au préjudice de membres des forces armées royales et assimilées ; et toutes personnes, quelle que soit leur qualité, auteurs d'un fait, qualifié crime, lorsque un ou plusieurs membres des forces armées royales sont coauteurs ou complices* ». Sont aussi dans le texte de 1956 « *justiciables du tribunal militaire toutes les personnes, quelle que soit leur qualité, qui ont commis une infraction qualifiée d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat* ». Or, selon le droit et les normes internationales, tout particulièrement les Principes directeurs relatifs à l'administration de la justice par les tribunaux militaires (« principes Decaux »), la compétence des tribunaux militaires doit être limitée aux seuls cas impliquant le personnel militaire pour les allégations de violation du code de discipline militaire. Aussi, les tribunaux militaires ne doivent pas juger les militaires en cas de violations de droits de l'Homme<sup>74</sup>.

#### **4) Réforme du Conseil supérieur de la magistrature et du statut des magistrats : pour un pouvoir judiciaire réellement indépendant**

La Constitution marocaine du 1<sup>er</sup> juillet 2011 prévoit à l'article 107 que « *le pouvoir judiciaire est indépendant du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif* ». Néanmoins, malgré cette consécration constitutionnelle des principes de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance du pouvoir judiciaire, plusieurs obstacles, en droit comme en pratique, ont souvent compromis l'indépendance du pouvoir judiciaire. L'ingérence arbitraire du pouvoir exécutif, durant de nombreuses années, dans les affaires judiciaires a compromis la bonne administration de la justice. Aussi, le fait que les magistrats du parquet restent toujours sous l'autorité du ministre de la Justice a eu un impact négatif sur la conduite d'enquêtes et de poursuites pénales dans le cas de violations des droits de l'Homme, y compris l'appréciation des suites à donner aux plaintes et dénonciations<sup>75</sup>.

73. Voir la déclaration de Driss El Yazami, Président du CNDH le 14 mars 2014 : <http://www.cndh.ma/fr/communiques/declaration-de-m-driss-el-yazami-president-du-cndh>

74. Voir notamment le Mémoire de la FIDH, REMDH, CIJ sur la réforme du pouvoir judiciaire au Maroc, 16 avril 2013: <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/Un-pouvoir-judiciaire-pleinement-independant-doit-etre-mis-en-place-au-13155>

75. Voir notamment le Mémoire de la FIDH, REMDH, CIJ sur la réforme du pouvoir judiciaire au Maroc, 16 avril 2013: <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/Un-pouvoir-judiciaire-pleinement-independant-doit-etre-mis-en-place-au-13155>

De nombreux interlocuteurs ont mis en avant l'impérieuse nécessité de garantir de l'indépendance non seulement de la justice mais des magistrats, condition *sine qua non* à l'effectivité de toute réforme pénale. Ils considèrent en effet que celle-ci risque d'être vaine si la justice n'est pas administrée de façon impartiale et indépendante. Ces réformes doivent dès lors être menées de front, traduire pleinement les dispositions constitutionnelles et se conformer aux normes internationales.

Le ministère de la Justice a proposé en octobre 2013 deux projets de loi portant sur le statut des magistrats et sur le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ). Après un processus de consultation, une deuxième version des deux projets de loi a été présentée le 25 décembre 2013. Même si la deuxième mouture est considérée comme meilleure, d'autres consultations ont été organisées et un collectif civil pour la défense de l'indépendance de la magistrature a été créé, comprenant 12 associations (associations de barreaux, de magistrat.e.s, syndicats). Un symposium national a été organisé en mai 2014 par ce collectif qui a adressé des recommandations conjointes au ministre de la Justice. Ces recommandations ont été soumises au Parlement. Un séminaire devrait être prochainement organisé au sein du parlement en partenariat avec des groupes parlementaires de l'opposition.

Le Conseil des ministres a finalement approuvé le projet de loi organique n°100-13 relative au CSPJ le 14 octobre dernier<sup>76</sup>. La FIDH ne disposait pas d'information concernant une date d'examen du projet de loi devant le Parlement au moment de la rédaction du rapport.

#### • Le futur Conseil supérieur du pouvoir judiciaire

L'indépendance de la justice ne peut se concevoir sans une institution gardienne de cette indépendance. Or, compte tenu de sa composition, ses compétences et son manque d'indépendance, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) actuel ne peut jouer ce rôle. Ce manque d'indépendance s'illustre notamment par le rôle prépondérant joué par le ministre de la Justice, en tant que vice-président du CSM, dans la nomination, la promotion et la discipline des magistrats. C'est par exemple le ministère de la Justice qui contrôle les procédures disciplinaires à l'encontre des magistrats, et non le CSM, qui, bien que constitutionnellement indépendant, dépend financièrement du ministère de la Justice. Cette influence du pouvoir exécutif peut expliquer certaines sanctions excessives prises à l'encontre de juges trop critiques par rapport au système judiciaire actuel.

C'est ainsi que la nouvelle Constitution marocaine a prévu l'établissement du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, avec une composition nouvelle et des compétences revues et élargies. La loi organique n°100-13 doit donc consolider ces acquis constitutionnels en renforçant les attributions de cette institution, qui doit être indépendante dans sa composition des pouvoirs exécutif et législatif, avoir autorité sur la gestion du corps judiciaire, être autonome financièrement, pouvoir établir des normes de déontologie pour les juges et déterminer les orientations générales en matière de formation des magistrats.

#### • Le statut des magistrats

Pour assurer l'indépendance individuelle des magistrats, un des éléments fondateurs de l'Etat de droit et de la séparation des pouvoirs, les normes internationales prévoient que les Etats doivent garantir que les juges soient nommés sur la base de critères de sélection stricts, objectifs et d'une manière transparente et qu'ils soient inamovibles.

Or à ce jour, au Maroc, la procédure de sélection et de nomination des juges est sous le contrôle du ministère de la Justice, comme le prévoient les articles 5 et 6 de la loi n°1.74.467 du 11

---

76. La dernière mouture du projet de loi sur le CSPJ, telle qu'adoptée par le conseil des ministres le 14 octobre 2014, est disponible en arabe : [http://www.sgg.gov.ma/Portals/0/lois/Projet\\_loiorganique%20\\_100.13.pdf](http://www.sgg.gov.ma/Portals/0/lois/Projet_loiorganique%20_100.13.pdf)

novembre 1974 portant statut des magistrats. Pour l'avancement des juges dans leur carrière, c'est encore le ministère de la Justice qui les classe en termes d'éligibilité et les place sur la liste d'aptitude. Le ministère de la Justice joue aussi un rôle central dans le domaine disciplinaire, ce qui est en contravention avec les normes internationales en la matière.

Les magistrats du parquet sont tout particulièrement dépendants du pouvoir exécutif du fait du rôle prépondérant du ministre de la Justice dans la carrière des procureurs, et l'autorité hiérarchique qu'il exerce sur eux. Aussi, alors que les magistrats du siège peuvent être inamovibles, les juges du parquet sont exclus de la protection de l'inamovibilité. L'indépendance des procureurs est un sujet qui ne fait pas l'unanimité. Néanmoins, une majorité des professionnels du droit et de la société civile défendent des garanties effectives de l'indépendance du parquet vis-à-vis de l'exécutif. La dernière mouture du projet de loi relatif au statut des magistrats prévoit que les magistrats du parquet ne soient certes plus nommés par le ministre de la Justice, mais dispose qu'ils seront nommés par le procureur du Roi au niveau de la Cour de cassation, ce qui reste problématique.

## **B/ « 2014 année de l'éradication de la torture » : des mesures qui tardent et restent insuffisantes**

L'ensemble des interlocuteurs de la mission de la FIDH rencontrés au sein du gouvernement ou des mécanismes nationaux de protection des droits humains, dont la DIDH et le CNDH, ont confirmé la détermination des autorités et institutions marocaines à faire de l'année 2014, une « année pour l'éradication de la torture et des mauvais traitements »<sup>77</sup>. Sans nier la persistance de telles pratiques, ces interlocuteurs ont mis en avant les responsabilités individuelles et la nécessité notamment de renforcer la formation et la sensibilisation des services concernés, en particulier les forces de l'ordre et le personnel de l'administration pénitentiaire.

Un mécanisme de plainte a été récemment mis en place dans l'ensemble des prisons marocaines, consistant en des boîtes postales dans lesquelles les détenus peuvent déposer des plaintes pour torture ou mauvais traitement subis avant ou pendant la détention. Seuls les fonctionnaires de la DIDH ont accès à la boîte aux lettres (pas la Direction de la prison), qui collectent et emmènent le contenu, qui est transmis au ministère de la Justice, au délégué général des prisons et au CNDH. Comme l'a expliqué le directeur de la prison de Laayoune à la FIDH, le Procureur saisi de l'affaire envoie alors la plainte à la Direction de la prison pour l'en informer et lui laisser un droit de réponse, si nécessaire. Le numéro de la plainte serait directement transmis au détenu et à sa famille. A Laayoune, la plupart des plaintes de détenus concerne des cas de violence par des policiers avant la détention, le contenu des charges retenues contre le détenu qu'il considère comme faux et l'inéquité des procédures ayant abouti à sa détention.<sup>78</sup>

L'administration pénitentiaire affirme être très vigilante sur les risques de torture et mauvais traitements en détention et que dès qu'une difficulté surgit entre détenu(s) et gardien(s) une enquête est ouverte. Selon l'administration pénitentiaire, la procédure d'enquête est effectuée par une équipe dédiée au sein de l'administration et la procédure est contradictoire. Le CNDH est également autorisé à enquêter s'il en fait la demande. Outre l'ouverture systématique d'une enquête, la délégation dit avoir décidé de communiquer autour des enquêtes entreprises et ce à des fins dissuasives. Des compte-rendus des enquêtes seraient ainsi diffusés dans toutes les prisons. Selon le Délégué général, les cas de torture et de mauvais traitements en détention sont des cas isolés. La délégation générale dit avoir reçu 15 à 20 plaintes pour mauvais traitements en détention entre janvier et début juin 2014. Un cas aurait eu pour conséquence 5 mesures disciplinaires prises à l'encontre de gardiens. Les 5 gardiens ont été suspendus pour une période de trois mois avant la décision du conseil de discipline. Pour les autres cas, il se serait

77. Rencontres avec la FIDH en juin 2014. Voir également le 1<sup>er</sup> Rapport intermédiaire de la DIDH, « Suivi et mise en œuvre des recommandations du Rapporteur spécial sur la Torture », 30 janvier 2014.

78. Entretien de la FIDH avec le Directeur de la prison de Laayoune le 29 mai 2014 à Laayoune.

agi selon les enquêtes de règlements de compte entre prisonniers et gardiens. L'administration pénitentiaire envisage certaines mesures pour prévenir les tortures et mauvais traitements comme le renforcement des formations pour l'ensemble du personnel. Un partenariat avec le CNDH serait entrepris en ce sens. L'installation de caméras dans les centres de détention serait par ailleurs prévue.

D'autres mesures sont également engagées ou prévues. En mai 2014, le ministère de la Justice a pris l'initiative de rassembler une quarantaine d'organisations de la société civile marocaine pour une consultation sur ce thème afin notamment d'identifier les moyens de répondre aux nombreuses allégations de torture transmises aux différentes instances officielles et aux ONG. Il était notamment proposé que les ONG présentent une liste de médecins légistes en mesure de procéder à des expertises médicales indépendantes.

Par ailleurs, dans le cadre de ses engagements internationaux, le Maroc a entamé le processus d'adhésion au Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la Torture (OP-CAT) qui prévoit notamment la mise en place d'un Mécanisme national de prévention (MNP). Selon le CNDH, une fois que ce mécanisme est mis en place, on arrive à une diminution de 80% de la pratique de la torture.

Le CNDH a effectué les démarches pour faire en sorte d'être désigné comme MNP. Il a déjà commencé à organiser des formations des CRDH et de leurs membres, avec des spécialistes internationaux, et un premier centre de formation du CNDH devait ouvrir ses portes au mois d'août 2014 il semblerait toutefois que des retards aient été pris. Les formations portent et porteront notamment sur les visites de prison, les enquêtes, la qualification des faits ou encore la rédaction de rapports. Certaines ONG insistent néanmoins sur la nécessité que ce mécanisme soit complètement indépendant et privilégie la création d'une nouvelle instance.

Malgré l'adoption d'une loi (Loi n°124.12) portant approbation de l'OP-CAT le 4 juillet 2013 et les nombreuses assurances données pour l'accélération du processus, les instruments de ratification n'ont toujours pas été déposés. Les chances de voir la mise en place rapide d'un MNP, élément important pour lutter efficacement contre la torture, sont dès lors faibles.

La FIDH appelle donc au dépôt des instruments de ratification de l'OP-CAT dans les plus brefs délais, et la mise en place d'un MNP répondant aux conditions d'indépendance.

## **C/ Réforme des lois relatives aux droits des migrants**

Après avoir réagi de manière ad hoc aux évolutions qui avaient progressivement transformé ce pays, traditionnellement d'émigration, en pays d'installation durable des migrants, le Maroc s'est engagé, dès septembre 2013, dans une nouvelle politique migratoire. Cette dernière a contribué à l'arrêt des rafles et des reconduites à la frontière (principalement algérienne). Un programme de régularisation des personnes en situation irrégulière est alors lancé par les autorités marocaines début 2014, qui n'est pas sans défis pratiques, notamment en raison de sa courte durée (un an) et d'une interprétation rigide des critères<sup>79</sup>. Aussi, les récents cas de nouveaux refoulements de migrants (dans l'affaire Charles Ndour notamment) font craindre un recul par rapport à cette annonce d'une politique ambitieuse en matière de régularisation.

---

79. Voir notamment les conclusions de la journée de réflexion organisée par la FIDH et le GADEM le 10 avril 2014 à Rabat sur les « perspectives de renforcement de la consultation et du dialogue entre les autorités publiques et la société civile dans le cas du processus visant à régulariser des personnes en situation irrégulière au Maroc » et ses conclusions, publiées le 16 mai 2014 : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/maroc/15330-des-strategies-pour-ameliorer-le-programme-de-regularisation-des-sans>

Alors que de nombreuses demandes de régularisation avaient été déboutées en première instance, un mécanisme de recours a été établi le 27 juin 2014<sup>80</sup>. La Commission nationale de recours est présidée par le Président du CNDH et a comme mission de revoir les demandes rejetées, par les commissions provinciales de régularisation. Dans un premier temps, elle s'est focalisée tout particulièrement sur la régularisation des femmes et des leaders d'associations de migrants. Compte tenu du critère de vulnérabilité et de façon exceptionnelle, elle a ainsi recommandé de régulariser 5020 femmes en juillet 2014<sup>81</sup>. Les autorités ont accepté cette recommandation émise par la Commission de recours. La recommandation portant sur régularisation des leaders associatifs est toujours en cours d'examen.

Au niveau du droit, le régime des droits des migrants et des réfugiés au Maroc demeure défaillant. La loi marocaine n°02-03, qui pénalise l'immigration, le séjour et l'émigration irrégulière, est en violation du droit de chacun à quitter tout pays y compris le sien<sup>82</sup>. Elle doit ainsi être amendée, afin d'être en conformité avec les instruments et normes internationaux<sup>83</sup>.

Deux projets de loi sont entrain d'être finalisés concernant la traite et l'asile. Il est important qu'un processus transparent de consultation, en particulier avec la société civile, soit mis en place.

---

80. Voir le communiqué de presse du CNDH du 24 juin 2014 sur l'installation au CNDH de la Commission nationale de recours pour la régularisation des migrants en situation irrégulière : <http://cndh.ma/fr/communiqués/nouvelle-politique-de-migration-installation-de-la-commission-nationale-de-recours-et>

81. Voir notamment, « Bonne nouvelle: 5 060 femmes migrantes obtiendront la carte de séjour », 28 juillet 2014, [http://telquel.ma/2014/07/28/5060-femmes-migrantes-obtiendront-carte-sejour\\_1411572](http://telquel.ma/2014/07/28/5060-femmes-migrantes-obtiendront-carte-sejour_1411572) et « Le Maroc régularise 6 000 migrants mais les violences continuent », 16 septembre 2014, <http://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Le-Maroc-regularise-6-000-migrants-mais-les-violences-continuent-2014-09-16-1206826>. A la fin octobre 2014, 21 000 demandes de régularisation avaient été introduites, 8989 avaient reçu un avis favorable et 4400 cartes d'immatriculation avaient été éditées

82. Voir article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

83. Pour plus d'informations, voir le Guide juridique pratique réalisé par le GADEM sur « Le cadre juridique relatif au statut des étrangers », septembre 2013.

# III - Conclusion et recommandations

## **La nécessité d’approfondir et d’accompagner les réformes législatives d’autres types de mesures**

Les autorités marocaines se sont engagées dans un vaste chantier de réforme de la justice qui se traduit par un foisonnement de lois dont quelques-unes ont été adoptées. La majorité est en cours d’adoption ou en préparation. L’examen de ce processus révèle des avancées importantes en matière de protection des droits humains et suggère certains approfondissements, en concertation avec la société civile, pour une harmonisation pleine et entière de la législation avec la Constitution et les Conventions internationales de protection des droits humains ratifiées par le Maroc.

Si ce processus de réforme est fondamental et doit être soutenu, le défi majeur pour les autorités marocaines restera la mise en œuvre effective des lois par les agents de l’Etat.

En effet, ce rapport démontre qu’en contradiction des lois nationales, de nombreuses pratiques constituant des violations des droits humains subsistent particulièrement à l’encontre de personnes exprimant une critique des politiques du pouvoir, des voix indépendantistes sahraouies et des terroristes présumés : utilisation disproportionnée de la force contre des manifestants, détention arbitraire, détention préventive abusive, utilisation de la torture, procédures judiciaires inéquitables.

Pour éradiquer ces pratiques, il est essentiel que les autorités marocaines, non seulement s’abstiennent de toute immixtion dans la justice, mais également présente un discours public clair et des actes significatifs consacrant l’importance du respect de l’Etat de droit pour garantir les libertés fondamentales mais aussi la sécurité des personnes.

A cet égard, les autorités doivent continuer à mettre en place des instances et mécanismes indépendants chargés de surveiller l’application des lois et/ou de dénoncer leur violation. Une politique ambitieuse d’éducation, et de formation des représentants des forces de l’ordre, du personnel pénitentiaire et des agents de l’État à tout niveau, devrait être adoptée et déclinée en plan d’action concret et doté de moyens financiers suffisants pour sa réalisation. Les programmes de formation mis en place notamment par le CNDH, concernant la gestion des manifestations, les libertés et droits fondamentaux de tout individu ou encore les enquêtes sur les violations des droits humains dénoncées sont en ce sens des initiatives qui doivent être poursuivies et développées.

Aussi, les autorités marocaines doivent montrer l’exemple en prenant toutes les mesures utiles pour permettre de sanctionner les agents de l’Etat qui violent les lois en vigueur. La lutte contre l’impunité contribue à la prévention et renforce la confiance des citoyens envers leurs institutions.

Enfin, afin de garantir un accès effectif des victimes à la justice, il est essentiel d’avoir un système durable d’aide judiciaire et un programme de sensibilisation des victimes, mais aussi de la société civile, aux différentes procédures à leur disposition. Les victimes doivent également bénéficier du droit à réparation.

## **Recommandations**

### **La FIDH appelle les autorités marocaines à :**

- Libérer les personnes détenues, poursuivies et/ ou condamnées dans le cadre de l'exercice de libertés publiques telles que reconnues par la Constitution et le droit international des droits de l'Homme
- Poursuivre et approfondir le processus de réforme pour harmoniser les lois nationales avec la Constitution et les conventions internationales de protection des droits humains ratifiées par le Royaume du Maroc
- Veiller à une consultation systématique et effective de la société civile et des ONG sur les différents processus de réformes et définitions de politiques pour accompagner celles-ci
- Prioriser et clarifier l'agenda des différentes réformes entamées pour palier à l'embouteillage parlementaire existant et donner priorité aux réformes qui sont essentielles pour lutter contre la torture et les mauvais traitements telles la mise en œuvre du MNP et les réformes du code pénal et du code de procédure pénale.

### **Détention**

- Respecter les normes internationales en matière de détention en application de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par les Nations unies.
- Définir des critères clairs pour la détention préventive, notamment pour que celle-ci ne soit pas appliquée pour des délits
- Prévoir des mesures alternatives à la détention préventive et veiller à leur mise en œuvre
- Amender le processus d'appel des sanctions disciplinaires en détention en veillant à ce que le comité examinant l'appel ne soit pas celui qui a adopté la sanction disciplinaire
- Amender l'article 84 de la loi n°23-98 relative aux établissements pénitentiaires afin de permettre l'accès des organisations de la société civile compétentes aux prisons
- Faire en sorte que les médecins intervenant dans les centres de détention ne dépendent pas administrativement de l'Administration pénitentiaire par souci d'indépendance

### **Justice pénale et administration de la justice**

- Faire en sorte que les réformes du Code pénal et du Code de procédure pénale soit rapidement adoptée et que leurs dispositions soient pleinement conformes aux normes et conventions internationales de protection des droits humains et aux recommandations du Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire, formulées dans son rapport d'août 2014
- Procéder dans les meilleurs délais à la publication au Journal officiel de la loi réformant la justice militaire et faire en sorte qu'elle s'applique afin que les procédures contre des civils toujours en cours devant les tribunaux militaires et qui concernent des civils ainsi que des cas de violations graves des droits humains soient transférées devant des juridictions civiles
- Garantir la présence d'un avocat dès la première heure de garde à vue et pendant les interrogatoires et s'assurer que tous les suspects aient le droit de bénéficier, dans la pratique des garanties prévues par la loi, notamment le droit d'être examiné par un médecin, de communiquer avec un proche, d'être informés de leurs droits et des charges retenues contre eux, et d'être traduits devant un juge sans délai
- Garantir un interprète assermenté pour les étrangers dès le stade de l'instruction
- Mettre en place un système d'aide judiciaire conformément aux Principes et lignes directrices des Nations unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale
- Informer le corps diplomatique compétent lors d'arrestations d'étrangers
- Garantir en toutes circonstances le droit à un procès équitable conformément aux standards internationaux
- Abolir la peine de mort dans le nouveau code pénal

- Veiller à ce que la loi relative au Statut des magistrats et celle relative au Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, garantissent l'indépendance du pouvoir judiciaire dans son ensemble, à savoir des institutions et des magistrats. Une attention particulière doit être portée au développement des capacités du système judiciaire, à sa moralisation et à sa mise à niveau, pour permettre à la justice de remplir sa fonction au service des citoyens, en toute indépendance, efficacité et efficience, selon des procédures simplifiées et conformément à des méthodes de gestion modernes, et de renforcer la confiance entre ledit système et la société.

### **Torture et autres formes de mauvais traitement**

- Déposer les instruments de ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradant et accélérer le processus de mise en place d'un Mécanisme national de prévention en veillant à la consultation de la société civile sur la loi de mise en place de ce mécanisme et à sa conformité avec les dispositions du Protocole facultatif (en ayant une attention particulière à la composition, les méthodes de visite et la garantie de visites inopinées ainsi que la possibilité d'entretiens en privé)
- Mettre en œuvre l'ensemble des recommandations du Rapporteur spécial sur la torture, exposées dans son rapport de février 2013 y compris l'intégration dans le code pénal d'une définition de la torture qui mentionne expressément la complicité ou le consentement tacite de la commission d'actes de torture.
- Ouvrir des enquêtes systématiques et indépendantes après toute allégation de torture, ainsi que ordonner une expertise médicale par un médecin formé et indépendant (ne dépendant plus du ministère de l'Intérieur mais du ministère de la Santé)
- Mener des formations pour les membres des forces de l'ordre et représentants des autorités sur les standards internationaux et dispositions législatives pertinents.
- Faire en sorte que le nouveau Code de procédure pénale prévoit la compétence universelle des tribunaux marocains pour les crimes de torture, conformément à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

### **Manifestations**

- Clarifier le statut juridique des différentes formes de manifestation publique et pacifique, en particulier le sit-in
- Respecter les observations du Comité des droits de l'Homme sur la nécessité et la proportionnalité dans l'utilisation de la force dans la gestion des manifestations
- Adopter une politique claire en matière de prévention et de sanction des violences des forces de l'ordre à l'encontre de manifestants pacifiques.

### **Migration**

- Prévenir et sanctionner les violences à l'encontre des migrants lors d'arrestations ou de rafles
- Ouvrir et mener des enquêtes indépendantes et effectives dans les cas de morts suspectes de migrants
- Garantir le respect du droit à un procès équitable pour les migrants suspectés de délits ou de crimes
- Poursuivre la politique de régularisation des migrants ambitieuse entreprise par le Maroc et consulter les organisations de la société civiles et ONG compétentes pour adapter cette politique prenant en considération les enseignements de la première année de mise en œuvre.

### **Lutte contre le terrorisme**

- Garantir la protection des droits humains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme
- Modifier la loi antiterroriste (n° 03-03) en vue de remédier à la définition vague du crime de terrorisme et de réduire la durée de la garde à vue.

# Liste des institutions, organisations et personnes rencontrées

## **Autorités**

Délégation interministérielle aux droits de l'Homme (Délégué)  
Ministre de l'Intérieur  
Ministre de la justice  
Secrétaire d'État aux affaires étrangères  
Président de la deuxième chambre  
Préfet de Laayoune

## **Administration pénitentiaire**

Délégation générale de l'administration pénitentiaire (Délégué)  
Direction de la prison de Laayoune  
Direction de la prison d'Oukacha  
Direction de la prison de Salé

## **Institutions nationales**

Conseil national des Droits de l'Homme

## **ONG, associations professionnelles et avocats**

Maître Benameur  
Maître Messaoudi  
Maître Jamaï  
Adalah  
AMDH  
Anfass  
ASVDH  
Club des magistrats  
CODESA  
El Mimbar sahraouie pour la démocratie et la justice sociale  
Forum des alternatives au Maroc  
GADEM et représentants du collectif d'organisations de défense des droits des migrants  
Human Rights Watch  
Karama  
Médiateur pour la démocratie et les droits de l'Homme  
Observatoire de la justice au Maroc  
OMDH  
Membres du Collectif pour la défense du pouvoir judiciaire



La présente publication a été réalisée avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères et le Ministère norvégien des Affaires étrangères. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de la FIDH (et de son organisation membre éventuelle) et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Ministère français des Affaires étrangères ou du Ministère norvégien des Affaires étrangères.

## Établir les faits

### Des missions d'enquête et d'observation judiciaire

Depuis l'envoi d'un observateur judiciaire à un procès jusqu'à l'organisation d'une mission internationale d'enquête, la FIDH développe depuis cinquante ans une pratique rigoureuse et impartiale d'établissement des faits et des responsabilités. Les experts envoyés sur le terrain sont des bénévoles.

La FIDH a mandaté environ 1 500 missions dans une centaine de pays ces 25 dernières années.

Ces actions renforcent les campagnes d'alerte et de plaidoyer de la FIDH.

## Soutenir la société civile

### Des programmes de formation et d'échanges

En partenariat avec ses organisations membres et dans leur pays, la FIDH organise des séminaires, tables rondes... Ils visent à renforcer la capacité d'action et d'influence des défenseurs des droits de l'Homme et à accroître leur crédibilité auprès des pouvoirs publics locaux.

## Mobiliser la communauté des États

### Un lobbying permanent auprès des instances intergouvernementales

La FIDH soutient ses organisations membres et ses partenaires locaux dans leurs démarches au sein des organisations intergouvernementales. Elle alerte les instances internationales sur des situations de violations des droits humains et les saisit de cas particuliers. Elle participe à l'élaboration des instruments juridiques internationaux.

## Informier et dénoncer

### La mobilisation de l'opinion publique

La FIDH alerte et mobilise l'opinion publique. Communiqués et conférences de presse, lettres ouvertes aux autorités, rapports de mission, appels urgents, web, pétitions, campagnes... La FIDH utilise ces moyens de communication essentiels pour faire connaître et combattre les violations des droits humains.

**La FIDH**  
**fedère 178 organisations de**  
**défense des droits humains**  
**réparties sur les 5 continents**

---

#### FIDH - Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

17, passage de la Main-d'Or - 75011 Paris - France  
CCP Paris: 76 76 Z  
Tél: (33-1) 43 55 25 18 / Fax: (33-1) 43 55 18 80  
[www.fidh.org](http://www.fidh.org)

Directeur de la publication: Karim Lahidji  
Rédacteur en chef: Antoine Bernard  
Auteurs: Delphine Carlens, Marie Camberlin  
Coordination: Delphine Carlens, Amina Bouayach  
Design: CBT

La FIDH  
**fédère 178 organisations de**  
**défense des droits humains**  
réparties sur les **5 continents**



l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes. Article 5 : Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Article 6 : Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique. Article 7 : Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination. Article 8 : Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi. Article 9 : Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé. Article 10 : Toute personne a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial,

## CE QU'IL FAUT SAVOIR

La FIDH agit pour la protection des victimes de violations des droits de l'Homme, la prévention de ces violations et la poursuite de leurs auteurs.

### Une vocation généraliste

La FIDH agit concrètement pour le respect de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme – les droits civils et politiques comme les droits économiques, sociaux et culturels.

### Un mouvement universel

Créée en 1922, la FIDH fédère aujourd'hui 178 organisations nationales dans plus de 100 pays. Elle coordonne et soutient leurs actions et leur apporte un relais au niveau international.

### Une exigence d'indépendance

La FIDH, à l'instar des ligues qui la composent, est non partisane, non confessionnelle et indépendante de tout gouvernement.

**fidh**

Retrouvez les informations sur nos 178 ligues sur [www.fidh.org](http://www.fidh.org)